



**GREEN EUROPEAN
FOUNDATION**



Classe de 2014 :

des visions vertes pour l'Europe



HEINRICH BÖLL STIFTUNG
UNION EUROPÉENNE

Publié en français par la Fondation Verte Européenne

Décembre 2014

© Les auteurs, la Fondation Verte Européenne,
la Fondation Heinrich-Böll-Stiftung
et le groupe des Verts/ALE au sein du Parlement européen

Tous droits réservés

Coordination du projet : Marina Barbalata
(Fondation Verte Européenne)
Traduction en français : EuroMinds Linguistics

Production: Micheline Gutman

Photo de couverture : © Shutterstock

Les opinions exprimées dans cette publication n'engagent que leur auteur respectif.
Elles ne reflètent pas forcément les opinions de la Fondation Verte Européenne.



Cette publication a été réalisée avec le soutien financier du Parlement européen.
Le Parlement européen décline toute responsabilité quant au contenu de ce projet.

Bureau de Bruxelles :
15, rue d'Arlon – B-1050 Bruxelles – Belgique
Tél. : +32 2 234 65 70 | Fax : +32 2 234 65 79 – E-mail : info@gef.eu | Site Web : www.gef.eu

Fondation Verte Européenne asbl : 1, rue du Fort Elisabeth – L-1463 Luxembourg

Classe de 2014 :

des visions vertes pour l'Europe

 **HEINRICH
BÖLL
STIFTUNG**
**UNION
EUROPÉENNE**



TABLE DES MATIÈRES

I. Avant-propos	3
Pierre Jonckheer et Bastian Hermisson	
II. Plantons le décor : les Verts européens après les élections de 2014. Nouveau jeu, nouvelles règles	5
Reinhard Bütikofer	
III. Des visions vertes pour l'Europe : 2014-2019	8
1. Décentralisation et renforcement de la démocratie européenne	8
Max Andersson	
2. Donner la parole au changement climatique, à la migration et aux droits de l'homme	13
Bodil Ceballos	
3. De l'Allgäu à l'Europe	18
Maria Heubuch	
4. Cinq ans et cinq axes pour stimuler la durabilité européenne	25
Benedek Jávor	
5. Une nouvelle Europe : socialement juste et démocratique	32
Terry Reintke	
6. Écologisation de l'ordre du jour économique de l'UE en des temps difficiles	37
Molly Scott Cato	
7. Expériences et ambitions vertes du dernier arrivé des États membres de l'UE	42
Davor Škrlec	
8. Qu'en est-il des Verts en Europe du Sud ?	47
Ernest Urtasun et Laia Ortiz	
9. Des visions vertes, du niveau local au niveau européen	52
Monika Vana	

I. AVANT-PROPOS

En 2009, lorsque la Fondation Verte Européenne et la Heinrich-Böll-Stiftung ont rassemblé pour la première fois au sein d'un annuaire les ambitions des membres verts nouvellement élus au sein du Parlement européen (MEP), l'Union européenne avait un tout autre visage. Les effets des crises financière et économique ne s'étaient pas encore totalement fait ressentir, les mesures d'austérité ne monopolisaient pas encore l'ordre du jour politique et le Sommet de Copenhague consacré au climat conservait encore l'espoir que l'Union européenne deviendrait comme promis le champion mondial du climat. Même si des nuages se profilaient à l'horizon, la routine quotidienne régnait encore largement au sein des cercles européens.

Cinq ans plus tard, la situation est toute autre. Les effets des crises économique et financière, ainsi que l'impact social des mesures d'austérité prises en réponse à ces crises amènent à se poser des questions existentielles concernant l'avenir de l'Union européenne. Jamais encore l'euroscepticisme n'avait connu une telle ampleur. Les partis menant campagne sur des arguments explicitement anti-européens ont gagné du terrain partout au sein de l'Union. Les mouvements citoyens nés en réaction aux mesures d'austérité imposées par « Bruxelles » ont montré clairement le mécontentement populaire vis-à-vis d'un pouvoir politique visiblement plus soucieux de secourir les banques que de protéger les emplois et les acquis sociaux. Pas plus tard qu'il y a deux ans, il y a eu des moments où l'Union européenne s'est retrouvée face à des situations proches du « ça passe ou ça casse ».

Même si cet état d'urgence est pour l'instant derrière nous, la crise est loin d'être terminée. C'est dans ce contexte que les membres verts nouvellement élus au sein

du Parlement européen vont devoir travailler au cours des prochaines années.

Les résultats électoraux des Verts ont été mitigés. Ils ont remporté des victoires dans leurs fiefs traditionnels, tels que l'Autriche et la Suède, et réalisé des percées en Hongrie et en Croatie, ce qui a permis aux premiers représentants d'Europe centrale et orientale de faire leur entrée dans le groupe des Verts au Parlement européen. En revanche, ils ont reculé en Allemagne et en France, tandis que leur représentation en Europe du Sud demeure limitée. Globalement, les Verts sont restés relativement stables ; toutefois, le Parlement dans son ensemble a basculé davantage vers les extrêmes, les eurosceptiques de tout bord étant désormais largement représentés.

Dans un contexte où les débats anti-européens devraient occuper le devant de la scène, l'enjeu pour le nouveau groupe des Verts sera à présent de réussir à formuler ses critiques à l'encontre des différentes approches politiques de l'UE qui ne vont pas dans le sens de la durabilité, de l'équité, de la démocratie et du respect des droits fondamentaux, sans pour autant quitter sa position générale pro-européenne. Ce nouveau groupe des Verts compte de nombreux parlementaires élus pour la première fois. Un grand dévouement, de l'imagination et une bonne compréhension des besoins vont être indispensables pour répondre aux mouvements de la société civile et du peuple, et proposer des approches politiques en mesure de remplir les difficiles tâches qui se profilent : définir des objectifs climatiques ambitieux, s'attaquer aux problèmes de sécurité et de pauvreté énergétique, restaurer la prospérité au sein de l'UE, garantir une politique humaine en matière de migration et répondre aux nouvelles réalités géopolitiques.

Les présents articles présentent en détail les ambitions des nouveaux membres du Parlement européen, leurs attentes et analyses des opportunités et difficultés se profilant dans leur espace politique respectif. Les articles abordent à la fois les visions de l'UE qu'ils insufflent à Bruxelles, en réfléchissant aux messages glanés pendant les campagnes électorales, ainsi que la manière dont ces visions se transforment en un projet de travail vert au sein du Parlement européen. Leurs contributions décrivent les principaux enjeux des années à venir au sujet par exemple de l'écologisation de l'économie, de la transformation de la politique énergétique, de la mise en place d'une UE démocratique, de l'élaboration d'une politique de migration reposant sur les droits de l'homme et du positionnement de l'UE en tant qu'acteur mondial puissant et équitable dans les secteurs du commerce, de l'agriculture et des affaires étrangères notamment. Enfin, les auteurs réfléchissent à leurs ambitions sur la base des différentes politiques auxquelles ils vont s'atteler et indiquent leurs attentes quant à leur mandat parlementaire.

Le principal enjeu pour l'Union européenne va consister à faire renaître l'espoir que l'Union est la meilleure chance de prospérité et d'avenir plus florissant, tant pour les jeunes que pour les plus âgés sur ce continent. En ce qui concerne l'avenir durable de l'Union européenne, il s'agit dans un premier temps de raviver le rêve européen d'une Union qui défend les droits fondamentaux, garantit les acquis sociaux, offre à chacun des chances équitables de prospérité économique et protège notre environnement. C'est dans cette Europe que les parlementaires verts nouvellement élus vont devoir travailler au cours des cinq prochaines années. Obtenez davantage d'informations à ce sujet aux pages suivantes, discutez des idées explorées et agissez pour donner vie à ces projets !

Pierre Jonckheer

Coprésident de la
Fondation Verte Européenne

Bastian Hermisson

directeur du bureau UE de la
fondation Heinrich-Böll-Stiftung

Bruxelles, octobre 2014

II. PLANTONS LE DÉCOR

Les Verts européens après les élections de 2014. Nouveau jeu, nouvelles règles

Reinhard Bütikofer

Au sortir des élections européennes de mai 2014, l'UE en est toujours au même point qu'avant la campagne, à savoir : à la croisée des chemins. Toutefois, les résultats des élections ont montré que la routine quotidienne n'était pas une option. L'UE a commencé à changer. Le marasme politique que suscitent les forces amenées à dominer ce changement place les Verts européens face à des difficultés particulières.

Le populisme anti-européen progresse partout en Europe

Lors des élections, les anti-européens, les chauvins et partisans de l'extrême-droite ont gagné du terrain. Dans certains pays, comme la France ou le Royaume-Uni, ce camp a remporté la première place parmi les différentes forces politiques. Partout, il a renforcé sa visibilité et son impact. En revanche, les populistes ont reculé dans certains pays, comme les Pays-Bas ou l'Italie. Là où les partis traditionnellement dominants ont évité de les attaquer ou ont même repris certaines de leurs idées à leur compte, ou avaient perdu leur propre crédibilité, les populistes anti-européens et antidémocrates ont réussi à combler le vide politique. Ils ont prouvé qu'ils étaient en mesure de tirer profit de la colère populaire concernant le manque de démocratie européenne, l'échec des politiques d'austérité représentées par la troïka et l'intrusion de la technocratie.

Le Parti vert européen et les partis verts nationaux se sont battus contre les popu-

listes anti-européens et les partisans de l'extrême-droite. D'autre part, le succès des populistes doit nous pousser à analyser la situation de manière encore plus complète et à proposer des réponses à même de trouver un plus vaste écho auprès de nos sociétés.

Le grand perdant des élections européennes a été le Parti populaire européen (PPE) qui a fait campagne au profit de la défense du statu quo européen. Ce parti a perdu environ 60 sièges au Parlement européen. En effet, les électeurs européens n'ont pas apprécié leur obstination quant aux politiques d'austérité, leur inaptitude à proposer au public européen une vision novatrice et leur refus de rechercher des solutions justes et durables aux problèmes du changement climatique, du chômage chez les jeunes, à la situation désespérée des réfugiés ou encore aux infractions aux droits de l'homme dans un nombre croissant d'États membres. Pour autant, les membres de ce parti ont réussi à conserver leur première place parmi les familles politiques, ce qui rend peu probable la perspective d'un vrai changement d'orientation des politiques européennes au cours de la prochaine mandature. Nous l'avons déjà constaté dans leur défense indéfectible des commissaires non qualifiés lors des auditions du Parlement européen. Les membres du PPE occupent des positions fortes au sein du Conseil, ainsi que dans la nouvelle Commission européenne. Au sein du nouveau Parlement européen, les Verts ne vont pas chercher de coalition avec eux, mais exprimer une alternative claire.

Avant les élections, les socialistes avaient espéré renforcer leur position et prendre la première place. Mais leurs résultats ont démontré le même immobilisme que leur politique. Les libéraux ont fortement reculé dans les États membres popu-

listes et ont perdu leur troisième place au sein du Parlement européen. Les socialistes et les libéraux vont à présent tenter une vaste coalition permanente avec le PPE au sein du Parlement européen et du Conseil, ce qui signifie que nous, les Verts, allons nous retrouver relativement isolés. Autre conséquence : nous allons être contraints de mettre l'accent sur les stratégies et solutions vertes aux problèmes que connaît l'Europe.

Les partis faisant partie du groupe parlementaire GUE (Gauche unitaire européenne) ont profité de la crise profonde et ont exploité le ressentiment qui règne dans certains États membres. Cependant, ils demeurent davantage l'expression d'un vote de protestation qu'une proposition claire et innovante pour l'Europe. Certains nouveaux membres des mouvements civiques et sociaux ont rejoint la GUE. Les Verts doivent s'attacher à devenir plus attractifs pour ces nouvelles forces.

Résultats mitigés pour les Verts

Les résultats électoraux des Verts sont mitigés : en valeur absolue, notre groupe a perdu 8 sièges au Parlement européen, mais les résultats se sont avérés meilleurs que ne l'avaient prévu les sondages les plus optimistes. Globalement, les différentes entités du Parti vert européen ont réussi à mobiliser davantage que prévu. Une étude plus approfondie des résultats indique un ensemble hétérogène de défaites, de reculs, de retournements de situation, d'avancées et de succès.

Par rapport aux chiffres de 2009, les principaux reculs ont été accusés par exemple par les partis EELV (Europe Ecologie Les Verts – France), Ecolo (parti vert francophone de Belgique) et Oikologoi Prasinoi (Grèce). Des retournements de situation se sont produits notamment au Danemark et aux Pays-Bas, où les Verts ont réussi à surmonter les défaites cin-

glantes du passé et à se renforcer, ainsi qu'en Allemagne, où le parti Bündnis 90/Die Grünen a repris des couleurs suite aux résultats médiocres de la dernière élection nationale. Des avancées ont eu lieu en Irlande et en République tchèque. Dans ce dernier cas, les Verts ont été tout près de remporter un siège que même les plus optimistes n'avaient pas envisagé et ont réussi à réapparaître sur le radar politique du pays. Certains partis sont demeurés forts comme les Verts du Luxembourg ou faibles, comme les Verts en Pologne, dans les Pays baltes et dans les Balkans. En ce qui concerne les succès, cinq pays se démarquent : l'Autriche, la Croatie, la Hongrie, la Suède et le Royaume-Uni. Nous devrions tous tirer les enseignements de ces succès, au même titre que nous devrions apprendre de nos défaites. Nous devrions également analyser la situation dans les pays où les partis membres ont totalement échoué dans leur mission de se faire élire.

Toute la famille des Verts européens trouve une nouvelle motivation dans le fait que la représentation politique écologiste au sein du Parlement européen s'étend à présent également aux pays d'Europe centrale et orientale. La situation est toujours décevante en Europe du Sud, même si le parti EQUO en Espagne a obtenu des résultats relativement positifs. La famille des Verts va indéniablement devoir mettre au point une stratégie visant spécifiquement à augmenter la présence et la représentation des Verts en Europe de l'Est et du Sud. Nos partis membres et nous-mêmes devons travailler de concert à ces fins, mais nous devons également prendre en compte les changements politiques qui se produisent tout autour de nous. Si nous y parvenons et que nous réussissons à mettre au point une stratégie efficace de sensibilisation, d'ouverture et de conclusion d'alliances, nous aurons de grandes chances de devenir la troisième force politique du prochain Parlement européen en 2019.

En faveur d'un changement radical, mais de manière pro-européenne

Nul doute qu'au cours des cinq ans à venir les Verts vont continuer de se consacrer au « New Deal vert », à l'avenir de la démocratie européenne, aux droits numériques, à l'énergie et au climat, au commerce, aux réfugiés et à la protection des minorités. D'après moi, la politique étrangère et de sécurité, de même que la politique industrielle pourraient être amenées à jouer un rôle plus important qu'auparavant. Le manifeste électoral qui avait été traduit au cours de la campagne dans toutes les langues officielles de l'Union européenne, ainsi qu'en catalan, pourrait servir de base solide à l'établissement d'une ligne politique commune. Le succès de notre

campagne s'explique en partie par le fait qu'au lieu de nous enliser dans un débat abstrait pro-UE/anti-UE, nous avons réussi à nous positionner comme étant LE parti pro-européen qui insistait sur la nécessité d'un changement majeur, et LE parti parmi les avocats du changement à défendre fermement le projet européen. Nous devons nous y tenir.

Pour les Verts, l'enjeu pour les cinq années à venir consiste à privilégier plus que jamais la communication directe de nos politiques, de nos arguments et de nos propositions. En refusant la routine, nous nous ouvrons autant que possible à des conversations intenses avec les électeurs. Nous devons diffuser bien plus largement notre message, mais également apprendre à mieux écouter.



Reinhard Bütikofer est le Co-président du Parti vert européen et est membre du Parlement européen pour le parti Bündnis 90/Die Grünen (parti vert allemand). Entre 2002 et 2008, il a été à la tête des Verts allemands. Au sein du Parlement européen, il est le porte-parole de la politique industrielle des Verts.

III. DES VISIONS VERTES POUR L'EUROPE : 2014-2019

1. Décentralisation et renforcement de la démocratie européenne

Max Andersson

La crise de l'euro s'apprête à entrer dans sa sixième année et est loin d'être terminée. Le taux de chômage demeure élevé, l'économie européenne continue d'être fragile et une nouvelle récession économique ne ferait qu'aggraver la situation. L'Union européenne suscite de plus en plus de mécontentement et cela, à juste titre. Plusieurs pays dont l'économie s'intègre difficilement à la zone euro ont déjà été sévèrement touchés par de lourdes coupes budgétaires et une augmentation importante de leur taux de chômage. L'UE enchaîne sans succès les outils anticrise tandis que les partisans de l'extrême-droite et les populistes tirent parti de ces situations difficiles.

Si le crash bancaire de 2008 est à l'origine de la crise économique, elle se poursuit depuis en grande partie à cause de l'Union économique et monétaire (UEM). En effet, lorsqu'un pays de la zone euro est touché par une récession économique, il ne peut ni dévaluer sa monnaie, ni abaisser ses taux d'intérêt. Par conséquent, le chômage s'est enraciné. Bien loin de résoudre les problèmes, les politiques d'austérité adoptées en réponse à la crise n'ont fait qu'aggraver la situation. L'Europe fait face à un problème sous-jacent : les pays à dominance industrielle augmentent leur compétitivité à un rythme plus élevé que les pays dont les économies reposent davantage sur l'agriculture et les services. Il en résulte des déséquilibres économiques au sein de la zone euro qui nuisent aux pays qui ne réussissent pas à répondre aux desiderata de l'Allemagne. Le problème ne se situe pas tant dans l'ir-

responsabilité de certains gouvernements (certains en ont fait preuve, d'autres non) que dans le fait que l'euro est un frein à la reprise.

La crise de l'euro démontre indéniablement des dysfonctionnements à l'heure actuelle au sein de l'UE. Mais en fin de compte, la crise n'est pas le signe d'une union monétaire défaillante, mais témoigne plutôt d'un manque de démocratie. Sur le long terme, il est impossible de poursuivre une approche dans laquelle le pouvoir doit être centralisé au sein d'un système dans lequel il est difficile de corriger les erreurs. L'euro n'est que l'un des aspects indiquant que la centralisation de l'UE est allée trop loin. La politique de coupes budgétaires et de sauvetage a échoué. Malheureusement, personne n'a été en mesure d'en changer. Lorsqu'un peuple vote le changement et qu'il s'entend dire que cela s'avère impossible étant donné que le pouvoir décisionnel s'est à présent déplacé, il ne peut être que mécontent.

Il est grand temps pour nous de repenser l'UE telle que nous souhaitons qu'elle devienne

Ces dernières années, l'UE s'est adjugée de plus en plus les pouvoirs autrefois détenus par ses États membres. Selon la revue parlementaire suédoise « Riksdag och Departement », en 2012, 43% des propositions du gouvernement suédois provenaient en fait de Bruxelles. À mesure que le pouvoir échoit à l'UE, il devient de plus en plus difficile pour le peuple d'influencer les décisions. Tant que l'UE se concentrait sur des problèmes considérés comme techniques ou inintéressants, tels que la politique agricole ou la standardisation des produits, chacun acceptait les lacunes démocratiques. Mais maintenant que les derniers

traités ont conféré à l'UE beaucoup trop de pouvoir en ce qui concerne certaines questions qui tiennent à cœur aux citoyens, le mécontentement gronde.

Il est d'autant plus visible au Royaume-Uni où le gouvernement s'est vu contraint de promettre un référendum concernant son adhésion à l'UE et a dû appeler à renégocier ses relations avec l'Union européenne. Le référendum risque de ne pas avoir lieu en 2017 comme cela était prévu au départ, mais il est fort à parier que dans les années à venir le peuple britannique sera amené à se prononcer quant à son choix de quitter ou de rester au sein d'une UE réformée. L'issue du référendum est plus qu'incertaine. Sans les Britanniques, l'équilibre du pouvoir au sein de l'UE changera radicalement et globalement pour le pire. L'UE risque de se refermer sur elle-même et de devenir plus protectionniste. En outre, les perspectives pour les pays ne souhaitant pas rejoindre l'euro seront sombres. Si nous voulons que la Grande-Bretagne reste, nous devons faire de notre mieux pour proposer de véritables changements susceptibles de réellement améliorer les traités. L'objectif devra être d'améliorer l'UE dans son ensemble et non de faire bénéficier certains États membres de régimes d'exception.

La crise de l'euro qui, à plus ou moins long terme va rendre nécessaire un changement de traité, et la situation au Royaume-Uni peuvent être l'occasion unique, dans un avenir relativement proche, de démocratiser et de décentraliser l'UE. Certains gouvernements se préparent déjà à renégocier. Nous, les Verts, devons remporter nos combats essentiels, notamment quant au principe selon lequel l'UE peut forcer les États membres à renforcer leurs lois environnementales, mais nous devrions également saisir cette occasion pour stimuler d'autres améliorations.

Il existe des limites quant à ce que l'on peut raisonnablement attendre. Par exemple, le prochain traité européen va devoir recueillir l'adhésion de 28 gouvernements et il est tout simplement impossible qu'ils acceptent tous de se dessaisir de la majeure partie de leur pouvoir. Surtout qu'une telle décision nécessiterait une unanimité. Il est tout aussi improbable d'imaginer que les traités pourraient être ouvertement rompus et que tout pays qui n'accepterait pas une proposition de changement serait exclu. Il est très facile de rêver de changements constitutionnels, mais en réalité, toutes ces belles idées nécessiteront l'adhésion de 28 gouvernements nationaux.

Par conséquent, nous allons devoir penser petit et nous montrer créatifs. Au cours des prochaines années, une tâche importante au sein du Parlement européen va consister à jeter les bases de changements réalistes, destinés à améliorer le fonctionnement démocratique de l'UE.

Introduction de davantage de clauses de caducité

Tout d'abord, les mauvaises décisions doivent pouvoir être modifiées plus facilement. Lorsque les citoyens souhaitent un changement de politique, un système démocratique doit être en mesure de le leur proposer. Mais l'UE réclame une majorité qualifiée (et parfois une unanimité) au sein du Comité pour adopter une loi. L'avantage d'un tel procédé est que les décisions ne sont prises qu'après discussion et que les intérêts des pays ne sont pas mis de côté sans raison. Toutefois, les décisions n'en sont que plus difficiles à modifier. Dans la plupart des démocraties, vous pouvez modifier une loi lorsqu'un nouveau gouvernement est élu. Mais au sein de l'UE, il est nécessaire pour cela de convaincre à la fois la Commission, le Parlement européen et une majorité qualifiée du Conseil des ministres. Autrement dit, les décisions qui s'avèrent

peu judicieuses, voire dommageables, risquent de demeurer en vigueur pendant très longtemps.

Il existe une solution à ce dilemme. Les nouvelles lois peuvent être rédigées de manière à inclure des clauses de caducité. Dans ce cas, les lois en question devront être confirmées ou renégociées au bout d'un certain nombre d'années. Aux États-Unis, les clauses de caducité sont utilisées pour les lois prêtant à controverse et en effet, le cadre financier pluriannuel du budget de l'UE est également une forme de caducité. Cela fonctionne. Les clauses de caducité ont pour objet de permettre aux futurs politiciens d'apporter des modifications au lieu d'être otages des erreurs du passé. L'UE devrait généraliser ce principe. Dans certains domaines, une révision des politiques tous les cinq ans est raisonnable. Dans d'autres, des périodes plus longues sont mieux adaptées.

Contrecarrons le lobbying

Un programme de réforme démocratique doit prendre des mesures à propos du lobbying. La structure de prise de décisions de l'UE est si complexe que toute personne souhaitant influencer efficacement la loi a besoin de recourir à des lobbyistes. Or, cela dénature les politiques en faveur des intérêts économiques. Le problème est en partie dû au fait que l'UE tente de faire trop avec trop peu d'administrateurs. Du coup, la Commission et les législateurs dépendent des lobbyistes pour obtenir des idées et des informations. Si nous souhaitons limiter l'influence du lobbying, nous allons avoir des règles plus strictes et une vraie transparence, mais nous devons également être moins ambitieux et renforcer les capacités institutionnelles de l'UE (c'est-à-dire embaucher davantage d'administrateurs publics de manière à ce qu'ils soient en mesure de remplir leur fonction correctement). Sur le long terme, l'investissement en vaudra la peine.

Développer le système de « carton jaune »

Au cours des négociations, l'une des principales difficultés consistera à trouver un moyen de contrer la tendance de l'UE à outrepasser ses pouvoirs. Le système actuel qui consiste, pour les parlements nationaux, à brandir un « carton jaune » vis-à-vis des propositions de nouvelles lois UE s'ils estiment que le principe de subsidiarité n'est pas respecté, ne fonctionne tout simplement pas. Pour faire simple, lorsque la Commission européenne présente une nouvelle proposition, les parlements nationaux disposent de huit semaines pour répondre. Si un tiers d'entre eux déclare qu'une proposition est contraire au principe de subsidiarité, la Commission doit soit retirer la proposition ou la justifier davantage. Certains parlements ont tenté de recourir à ce système, mais la plupart ne l'ont pas pris au sérieux. Le système de carton jaune existe depuis 2009 et n'a été déclenché que deux fois.

Il existe de nombreuses manières de renforcer le système de carton jaune. Le nombre minimal de parlements devant protester devrait être réduit. Et si un nombre inférieur de parlements, disons trois, venait à brandir le carton jaune, les autres parlements en seraient informés et auraient quelques semaines de plus pour passer en revue intégralement la proposition. Les autres propositions dignes d'intérêt concernent la création d'un système qui permettrait aux parlements de lancer une révision de la loi existante ou de commenter davantage le contenu des propositions.

Donnons aux parlements nationaux le rôle qui leur revient

Pour que la démocratie fonctionne bien, elle doit être livrée sans réserve au public. Le peuple doit bénéficier d'informations de qualité afin de pouvoir mettre les poli-

ticiens face à leurs responsabilités. Or, les médias ne sont pas capables de bien faire état des politiques de l'UE sans pour autant que ce soit leur faute. De par la culture du compromis et des négociations, le processus politique de Bruxelles ne prête pas à une communication susceptible de vendre des journaux. Par conséquent, les correspondants à Bruxelles ne sont que trop peu nombreux. Les informations provenant de l'UE se cantonnent principalement à des faits divers et les élections du Parlement européen sont bien moins un choix politique qu'une opportunité pour l'électorat d'exprimer son mécontentement vis-à-vis du gouvernement en place. Pas étonnant que la participation aux élections européennes soit si faible.

La meilleure manière de ramener le débat dans les États membres est de permettre aux parlements nationaux d'exercer une influence directe sur la législation européenne. Lorsqu'un sujet est débattu et fait l'objet d'une lutte au sein du parlement national, il est beaucoup plus facile aux médias de couvrir l'actualité. Cela s'explique par le fait que les acteurs politiques en présence sont davantage connus du grand public, mais aussi par la facilité d'accès. En Suède, des débats houleux ont parfois eu lieu lorsque le Riksdag (le Parlement suédois) était sur le point de mettre en œuvre une directive. Dans le cas de la conservation des données, la mise en œuvre a même été retardée de plusieurs années. Cependant, la décision de promouvoir une directive ne suscite généralement que peu d'attention de la part des médias et il est grand temps d'agir à ce sujet.

Un moyen simple consisterait à donner un vote aux parlements nationaux concernant les nouvelles directives et réglementations au moment où elles sont promulguées, et à faire en sorte que les nouvelles lois bénéficient du soutien actif de la part des parlements nationaux. Nous voulons évi-

ter de perturber inutilement l'équilibre des pouvoirs entre les États membres. Par conséquent, les votes des parlements devront être pondérés de la même manière que ceux de leurs gouvernements au sein du Conseil. La plupart du temps, les parlements vont voter dans le sens de leur gouvernement. Par conséquent, les effets directs au niveau de l'UE devraient être limités. Mais les gouvernements, et en particulier les gouvernements minoritaires, auraient alors une forte motivation de discuter des questions de l'UE avec leurs parlementaires et d'écouter ce qu'ils ont à dire avant de voter. Et ainsi, lorsque des conflits émergent à propos de questions de l'UE au niveau national, les médias seraient en meilleure position pour informer les électeurs.

Il peut s'agir à première vue d'un changement très modeste, mais sur le long terme, il pourrait donner lieu à une immense amélioration.

Redonner le pouvoir aux États membres : toutes les solutions ne viennent pas de Bruxelles

Les réformes susmentionnées auraient pour avantage d'améliorer la transparence et la démocratie au sein de l'UE. Et il ne s'agit là que de quelques exemples de ce qui pourrait être fait. Toutefois, le problème fondamental réside toujours dans le fait que l'UE est une organisation gigantesque qui dispose du pouvoir de décision sur trop de sujets. Le pouvoir doit être aussi proche du peuple que possible. Or, ce postulat n'est pas compatible avec une union supranationale comptant 500 millions de citoyens. Il ne sera pas facile d'initier un changement de traité, mais cela vaut la peine d'essayer.

L'une des principales exigences des Verts consiste à mettre en place un droit pour les États membres d'adopter des normes environnementales plus strictes concer-

nant les produits. Contrairement aux pays de l'UE, les différents États des États-Unis disposent de ce droit, et les États respectueux de l'environnement, tels que la Californie, en font bon usage afin d'imposer des évolutions environnementales. Pourquoi en priver l'UE ?

Nous devons également stimuler l'abrogation des dispositions du traité de Lisbonne nécessitant que les États membres renforcent leurs ressources militaires. L'UE est la seule organisation de ce type au monde dont la constitution interdit le désarmement. Autre question épineuse : que faire concernant les États membres qui violent gravement les droits de l'homme et les gouvernements qui portent atteinte à la démocratie ? L'UE a besoin de meilleurs outils pour gérer certains pays comme la Hongrie, mais il sera difficile de se doter de tels outils sans modifier le traité.

Le problème principal qui devrait miner la prochaine renégociation des traités de l'UE est l'Union économique et monétaire. Des mesures peuvent être prises afin de compenser pour les défaillances de la zone euro, mais sur le long terme, elles ont peu de chances de réussir. Le Danemark et le Royaume-Uni disposent déjà d'une exonération permanente et d'autres États membres devraient être autorisés à res-

ter en marge. Nous devons également ménager une sortie de l'Union économique et monétaire à ceux qui en ont besoin. Six ans de coupes budgétaires, d'outils anticrise et de chômage de masse ont montré que l'union monétaire ne fonctionnait pas. La zone euro est trop vaste et les pays qui la constituent sont trop différents les uns des autres. Les pays ayant besoin de revenir à une monnaie propre devraient être aidés. Cette entreprise promet d'être coûteuse, mais le statu quo coûterait encore plus.

L'UE est à la croisée des chemins. Elle est désormais beaucoup trop centralisée et le mécontentement populaire gronde. J'espère que les Verts, les socialistes, les libéraux et les conservateurs qui sont conscients des problèmes seront en mesure de canaliser le mécontentement de manière constructive pour le bien de la transparence, de la démocratisation et de la décentralisation. L'UE doit devenir plus flexible. Or, cette flexibilité ne peut plus être unilatérale. La flexibilité doit être bilatérale. L'UE est devenue trop gigantesque pour que des politiques « taille unique » fonctionnent. Il est grand temps que l'Union apprenne à accepter ces différences et prenne conscience que toutes les solutions ne se trouvent pas à Bruxelles.



Max Andersson est membre du Parlement européen pour le parti Vert suédois, Miljöpartiet De Gröna. Il possède une formation de biologiste et se consacre au cours de son mandat au Parlement à la démocratie au sein de l'UE, au changement climatique et aux politiques en matière de confidentialité/technologie.

2. Donner la parole au changement climatique, à la migration et aux droits de l'homme

Bodil Ceballos

Lors des élections de 2014, le parti Vert suédois a obtenu des résultats fantastiques qui font à présent de nous le deuxième plus grand parti du pays après le Parti social-démocrate. Dès le départ, les vents étaient clairement en notre faveur. Les électeurs suédois tiennent à ce que l'UE s'attaque à la question du climat. Ils souhaitent que l'UE mette au point un modèle visant à réduire le nombre de noyades en mer Méditerranée. Ils demandent à ce que l'UE exige de tous ses pays membres qu'ils respectent les droits de l'homme. Ces pays doivent mettre fin à la discrimination qui pousse leurs citoyens à fuir et à venir mendier dans les rues de Suède notamment.

En Suède, la question du climat revêt la plus grande importance. Le climat constitue une question cruciale pour l'avenir de l'homme et il est particulièrement injuste de constater que ce sont ceux qui contribuent le moins au réchauffement de la planète qui en pâtissent le plus. C'est la raison pour laquelle le peuple exige que la Suède et l'UE lèvent leur bouclier pour défendre le climat. Si nous ne nous battons pas pour le climat, les pauvres et l'avenir de nos enfants, qui le fera ?

Encore une fois, les résultats ont témoigné d'un soutien indéfectible à une politique de l'immigration humaine, même si un parti suédois xénophobe a pour la première fois fait son entrée au Parlement européen. Les noyades tragiques en Méditerranée sont bouleversantes et ne peuvent malheureusement pas être résolues par le seul Riksdag (Parlement) suédois. La présence de mendiants dans les rues est un phénomène récent en Suède, mais les

problèmes de pauvreté et de discrimination (par exemple, en Roumanie) doivent être traités au niveau européen. La liberté de mouvement est une véritable avancée dont chacun peut bénéficier, y compris les pauvres. L'interdiction de la mendicité, en faveur de laquelle certains s'étaient prononcés lors du débat suédois, ne bénéficie pas d'un grand soutien auprès du public.

Lors de la campagne des élections du Parlement européen, le parti Vert suédois a abordé la manière dont l'UE devrait s'attaquer aux problèmes de l'environnement, de l'immigration et des droits de l'homme, contrairement aux autres partis qui se sont eux largement focalisés sur la politique suédoise. Ma campagne concernait : une Europe ouverte ; donner la parole à la justice climatique ; respect des droits de l'homme et éradication du racisme et de la xénophobie. En outre, j'ai beaucoup abordé la question des droits des minorités.

Pendant les huit ans où j'ai travaillé aux affaires étrangères, j'ai beaucoup voyagé et ai été beaucoup confrontée à la misère. Je suis partie à la rencontre de personnes vivant dans des bidonvilles situés dans des pays relativement riches, de personnes ruinées et contraintes de quitter leurs champs à cause du changement climatique, de personnes stigmatisées à cause d'une maladie, de personnes persécutées à cause de leurs opinions politiques, etc. J'ai visité des camps de réfugiés au Sahara et constaté les conditions terribles rencontrées par les demandeurs d'asile en Grèce. J'ai été témoin de l'arrivée de réfugiés venant d'Afrique, accostant dans les îles Canaries à bord d'embarcations de fortune. Parallèlement, j'ai constaté également la montée de la xénophobie en Suède et dans d'autres pays de l'UE, même si le besoin de se protéger de la guerre, de la pauvreté et de l'oppression n'avait jamais été aussi prégnant. Les valeurs fondamentales en Europe en ce qui concerne les droits de l'homme et le

respect des accords internationaux sont totalement bafouées lorsque la pauvreté devient une réalité quotidienne pour de nombreux citoyens de l'UE.

Dans plusieurs États membres de l'UE, le chômage des jeunes dépasse 50%. Parallèlement, il peut être impossible pour de nombreuses personnes plus âgées de réintégrer le marché du travail après avoir perdu leur emploi. La jeunesse européenne doit pouvoir avoir confiance en l'avenir. Quant aux plus âgés, ils doivent pouvoir terminer leur carrière avec dignité. Il est de notre responsabilité, en tant que partis établis, de proposer un programme politique complet permettant aux jeunes de redevenir confiants en l'avenir. Au parti Vert suédois, nous luttons main dans la main pour la justice sociale et contre le racisme et la xénophobie. Tous ensemble, nous agissons en faveur d'une restructuration verte de la société, dans le but *in fine* de ne plus dépendre des énergies fossiles. Le monde s'en trouverait plus sain, l'économie, plus florissante et l'avenir de tous, toutes générations confondues, plus prometteur. Mais nous n'y parviendrons pas seuls. Nous devons impérativement rallier les autres partis à notre cause, ce qui n'est bien sûr pas une mince affaire. Personnellement, je pense cependant que rien n'est impossible.

Hissons haut les valeurs européennes

Je suis convaincue que nous pouvons contribuer à rendre l'UE et le monde dans son ensemble plus équitables. Mais pour ce faire, l'UE doit prendre comme point de départ le bien des populations sur le long terme, plutôt que ce qui est bon pour l'économie européenne sur le court terme. L'UE doit tendre vers un monde dans lequel les personnes défavorisées vivant dans des pays pauvres seront en mesure de gagner en bien-être sans avoir à choisir la solution de facilité des énergies fossiles. L'UE doit tendre vers

la mise en place de procédures d'entrée sur ses territoires, sûres et légales, permettant à ceux qui fuient leur pays d'origine de prendre un ferry à destination de l'Europe plutôt que de risquer leur vie en Méditerranée. L'une des solutions pourrait être la mise en place d'un visa humanitaire. Une autre solution pourrait consister à augmenter le quota de réfugiés. Une troisième solution pourrait être que tous les pays de l'UE accueillent des demandeurs d'asile. Il est indigne de notre part de fermer notre porte à ceux qui fuient pour survivre et nous ne devons pas laisser notre peur de l'inconnu prendre le pas sur notre humanité et notre empathie. Il nous revient de montrer que l'Europe est au-dessus de cela et que nous pouvons hisser haut les valeurs fondamentales de l'UE.

Telles sont les questions auxquelles je compte continuer à me consacrer au cours des cinq prochaines années. Je siégerai notamment à la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE), ainsi qu'à la sous-commission de la sécurité et de la défense (SEDE). En outre, je siégerai également à la Commission des affaires étrangères, ainsi qu'à la Commission des pétitions.

Priorité à la lutte contre le changement climatique

Le changement climatique comptant parmi les plus graves menaces qui pèsent sur l'humanité, cette question va naturellement s'inviter dans toutes les commissions parlementaires. Les questions de la justice climatique et de l'énergie ont une incidence sur nos relations avec les autres pays, et sont à l'origine de certains flux de migration et demandes d'asile.

La vaste majorité des migrants ne viennent pas en Europe de gaieté de cœur. Ils viennent car ils n'ont pas le choix. Les raisons qui les motivent sont nombreuses :

pauvreté, oppression, conséquences du changement climatique ou guerre. Notre manière d'agir vis-à-vis du tiers monde peut contribuer à un afflux de réfugiés ou aider ceux qui souhaitent rester au pays. Par des efforts de développement, nous pouvons réduire la pauvreté et les effets du changement climatique, et contribuer à mettre en place des sociétés démocratiques. Par une prévention proactive des conflits et/ou divers efforts de paix, nous pouvons tenter de désamorcer un conflit avant qu'il ne dégénère en guerre ou en guerre civile. En tant que Vert, le mot d'ordre pour moi est d'empêcher les conflits et d'aider les différentes parties concernées à résoudre les conflits qui les opposent de manière pacifique. Cette politique profite aussi bien aux hommes qu'aux économies. Il est peut-être temps de remettre au goût du jour la proposition visant à mettre en place un Corps de la Paix en UE.

Malheureusement, ce type d'efforts de prévention ne constitue pas la priorité de l'UE. Les États membres atteignent rarement le 0,7% de programmes d'aide au développement international. Une grande partie de cet argent est immobilisé et repart directement au pays donateur ; il manque également cruellement de coordination entre pays donateurs. De même, la priorité n'est jamais donnée aux efforts de prévention des conflits. Au lieu de cela, nous exportons toujours en plus grand nombre des armements à destination de dictateurs et d'États au régime démocratique douteux. Je tiens à travailler en faveur de la limitation des exportations d'armements venant de l'UE à destination des seuls pays déjà impliqués dans des conflits, directement ou indirectement. Rien ne prouve mieux les échecs des politiques actuelles que les répercussions du printemps arabe et que le fait que tout déclenchement de conflit plonge l'UE dans la perplexité et la paralysie. Il semblerait que nous ne soyons

en mesure de gérer qu'un conflit à la fois. Pour l'instant, notre attention est rivée en priorité sur l'Ukraine, même si nous avons conscience qu'au même moment des meurtres sont perpétrés par l'État islamique en Irak.

Conflits en périphérie de l'Europe : nécessité pour l'UE d'y répondre plus rapidement

Depuis des années, nous assistons à la propagation de la guerre en Syrie aux pays voisins. Les Kurdes de Rojava (Kurdistan syrien) ont réussi à maintenir une paix relative sur leur territoire et offrent un sanctuaire aux exilés venus de toute la Syrie. Les Kurdes d'Irak suivent l'exemple et le monde se rend compte tout à coup qu'ils sont les seuls à réussir à tenir efficacement en échec l'État islamique sur le terrain. Ils reçoivent désormais de l'aide après avoir été longtemps considérés comme des terroristes. Les Kurdes de Rojava ont déclaré leur indépendance ; en Irak, ils vont organiser un référendum à ce sujet. Et c'est là que le soutien s'arrête. L'intégrité territoriale est un sujet sacré auquel personne n'ose s'attaquer. Pourtant, il est rare qu'un mariage forcé donne un mariage heureux. C'est la raison pour laquelle je suis d'avis que nous devons nous montrer ouverts vis-à-vis des changements qui s'apprêtent à survenir.

Je suis convaincue du fait que les conflits en Ukraine/Russie, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, ainsi que les relations que nous entretenons avec ces régions, vont largement intervenir dans les travaux de la Commission des affaires étrangères et de la sous-commission de la sécurité et de la défense au cours de la mandature à venir du Parlement européen. Aucun conflit ne se résout rapidement et ces conflits sont amenés à exercer une incidence sur nos travaux longtemps après la fin des opérations militaires à proprement

parler. Dans le cas de l'Ukraine, la problématique est largement liée aux relations que chaque pays entretient avec la Russie, des échanges commerciaux et de la dépendance vis-à-vis des importations de gaz et de pétrole, des exportations d'armements, etc. Le pétrole et le gaz constituent également un facteur clé au Moyen-Orient. Chaque pays craint les graves conséquences économiques qu'il pourrait subir s'il offensait la Russie. Toutefois, le droit international s'applique à tous et devrait façonner les relations que nous entretenons avec les autres pays. Malheureusement, l'UE n'agit pas toujours conformément à ce droit, notamment en ce qui concerne ses relations avec Israël et le Maroc, qui constituent des forces d'occupation depuis plusieurs décennies. À titre d'exemple, ces deux pays ont conclu des partenariats intenses avec l'UE et vendent des marchandises provenant de territoires occupés.

Un dispositif d'asile responsable et reposant sur les droits de l'homme

Les conflits tout proches poussent de plus en plus de personnes à chercher refuge à l'étranger. C'est précisément là qu'intervient la Commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures. Sachant que le Parlement compte de plus en plus de députés partisans de l'extrême-droite et xénophobes, la tâche visant à donner naissance à une législation plus humaine en matière d'asile promet d'être particulièrement difficile. Mais que nous y parvenions ou non, nous devons d'ores et déjà montrer notre solidarité et accueillir toute personne ayant réussi à fuir vers un pays de l'UE, ainsi qu'apporter notre soutien au Liban, à la Jordanie, etc. qui accueillent la plupart des réfugiés. Comment accepter le fait que seuls quelques pays accueillent les réfugiés provenant de Syrie ? Comment accepter le fait que seuls quelques pays accueillent leur quota de réfugiés ? Comment accep-

ter que les réfugiés soient renvoyés par la force vers des pays en guerre, comme l'Irak ? Comment accepter le fait que les demandeurs d'asile soient traités comme des animaux en cage ? Comment accepter que des personnes soient détenues pendant des mois ? Il est inacceptable que des balles en caoutchouc soient tirées sur des personnes tentant de rejoindre à la nage les rives de l'UE. Il est inacceptable de recourir à l'agence Frontex ou à la police nationale pour arrêter les demandeurs d'asile avant qu'ils n'atteignent les eaux européennes.

Je ferai tout mon possible au cours de mon mandat pour contribuer à ce qu'une Europe ouverte et humaine voit le jour. Une Europe dans laquelle tous les pays assument la responsabilité de ceux qui se tournent vers eux et leur demandent de l'aide, fuyant guerres, conflits, oppression, pauvreté ou changement climatique.

Je veux prendre part à l'élaboration de procédures d'entrée en UE légales afin d'éviter que des noyades toujours plus tragiques ne viennent endeuiller la Méditerranée. Je veux que chacun soit en mesure de devenir résident dans le pays de son choix et non pas simplement dans le premier pays d'asile. Et je veux instaurer de meilleures conditions de vie pour que plus personne n'ait besoin de quitter sa patrie. Je veux que chacun soit libre de bouger sans être forcé de fuir.

Je vais également consacrer mes efforts à une autre priorité : le manque de respect de l'UE vis-à-vis des droits de l'homme, surtout en ce qui concerne les groupes minoritaires. Pour qu'un pays puisse devenir membre de l'UE, il doit respecter la Convention européenne des droits de l'homme. Désormais, nous nous sommes également dotés de la Charte des droits fondamentaux de l'UE. Cependant, aucun dispositif n'a été mis en place afin de veiller à ce que les pays de l'UE qui agissent en

violation de ces règles rectifient le tir. Bien entendu, cette situation doit changer.

Il y a beaucoup à faire. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons que nous réjouir du grand nombre de Verts participant aux différentes commissions, ainsi que du

nombre satisfaisant de Verts siégeant au Parlement, et dans les régions et municipalités de toute l'Europe. Ensemble, nous pouvons atteindre notre objectif qui vise à rendre l'UE plus verte, plus humaine, plus solidaire et plus responsable.



Bodil Ceballos est membre du Parlement européen pour le parti Vert suédois, Miljöpartiet De Gröna. Cette juriste a fait partie auparavant du Parlement suédois. Madame Ceballos se consacre en priorité à la coopération au développement, aux droits de l'homme, à la paix et à la sécurité.

3. De l'Allgäu à l'Europe

Maria Heubuch

Je viens d'une exploitation laitière de l'Allgäu, une région située au sud de l'Allemagne où l'économie repose principalement sur l'agriculture et le tourisme. Je suis membre du parti Bündnis 90/Die Grünen (parti Vert allemand) dans le Bade-Wurtemberg, land dont le ministre-président actuel appartient aux Verts. Voilà 30 ans que je fais campagne en faveur d'une agriculture durable à petite échelle, à savoir de formes de culture et de gestion acceptables d'un point de vue social et environnemental, en Allemagne, en Europe et dans le monde entier. J'ai d'abord favorisé cette approche au niveau régional et, ces 15 dernières années, en tant que Présidente fédérale de l'Association allemande des exploitations familiales.

Le Bade-Wurtemberg est également l'un des principaux centres industriels d'Allemagne. Il compte deux grands constructeurs automobiles et de nombreuses sociétés d'ingénierie mécanique y possèdent leur siège social. Parallèlement, cependant, le Bade-Wurtemberg se caractérise également par d'importantes zones rurales, un tiers de ses 10 millions d'habitants vivant à la campagne.

Faire passer le message européen dans un contexte marqué par plusieurs élections

L'une des principales difficultés rencontrées par les Verts du Bade-Wurtemberg lors de la campagne pour les élections européennes a été de gérer les élections locales qui se déroulaient simultanément. Traditionnellement, les Verts du Bade-Wurtemberg sont fortement ancrés dans les communautés locales, comme en témoignent les résultats des élections locales. Dans le Bade-Wurtemberg, la liste des candidats des

Verts, ainsi que celles proches des Verts ont remporté plus de 1 660 mandats au sein des conseils municipaux et de comté, contre à peine 1 400 auparavant. Les Verts totalisent ainsi 19,1 % des sièges supplémentaires. Les conservateurs, ainsi que les sociaux-démocrates et les libéraux ont dû se résigner à d'importantes pertes de voix. En moyenne, la proportion du vote Vert a été supérieure à 12 % lors des élections du land du Bade-Wurtemberg. Dans de nombreux districts, la proportion des voix remportées par les Verts et les partis proches a dépassé 20 % ; dans quatre districts que l'on peut qualifier de ruraux, cette proportion a même dépassé 30 %. La plus forte progression des voix en faveur des Verts a été enregistrée dans les zones rurales.

Pour les élections locales, les Verts du Bade-Wurtemberg avaient mis au point une campagne axée sur le slogan « Ici et pas ailleurs ». Les affiches de la campagne étaient principalement consacrées à des sujets locaux, tels que la préservation de la nature, les problèmes de circulation au niveau local ou encore le soutien aux produits régionaux. De toute évidence, la campagne pour les élections européennes ne pouvait réussir que s'il était possible d'établir un lien thématique avec les élections locales.

L'agriculture par passion

Par conséquent, afin de s'aligner avec le niveau fédéral du parti Vert, les Verts du Bade-Wurtemberg ont élaboré une campagne conçue autour de ma candidature et des principaux sujets touchant aux politiques agricoles et à la campagne. La campagne « L'agriculture par passion » s'est axée sur la qualité de vie dans les zones rurales et a traité de la politique agricole commune ; elle a abordé la question du refus des OGM, du soutien aux exploitations agricoles de petite et moyenne taille, ainsi que du bien-être

animal aussi bien au niveau national, européen que mondial.

Nous avons organisé des débats avec les électeurs sur certains sujets, tels que les « dangers du génie génétique en agriculture » ou « comment maintenir autant d'exploitations agricoles que possible, afin de pouvoir s'attaquer aux exigences sociales concernant les animaux et l'environnement ». Ces débats ont eu lieu à l'occasion de nombreuses manifestations de campagne qui se sont parfois déroulées dans des exploitations agricoles. Nous avons également saisi l'occasion de ces manifestations afin de souligner les ramifications de la peu judicieuse politique agricole commune, tournée vers l'export, pour le reste du monde, ainsi que les problèmes de fond des accords de libre-échange en souffrance avec les États-Unis (TTIP) et le Canada (CETA).

Au niveau des élections européennes, les Verts du Bade-Wurtemberg ont remporté 13,2 % des voix, ce qui les a placés au-dessus de la moyenne nationale. Néanmoins, tout comme partout en Allemagne, ils ont dû se résoudre à perdre 1,8 % des voix. Cependant, il est intéressant de noter ici que les pertes dans les zones rurales ont été clairement inférieures et semblent par conséquent refléter les tendances observées dans les élections locales.

L'Europe a besoin d'une approche sensible

Cette campagne électorale m'a permis de constater une méfiance croissante vis-à-vis des politiques européennes. Bien souvent, cette méfiance n'est pas clairement définie. L'Europe semble lointaine, accablée par la bureaucratie et paraît manquer de transparence. Pourtant, en s'engageant dans un dialogue et en posant des questions, il est possible de souligner les liens qui existent entre l'Europe et le

quotidien, ainsi que les avantages dont les citoyens bénéficient grâce à l'Union européenne. D'autres, en revanche, expriment leur désaccord vis-à-vis des politiques menées par la Commission européenne et les États membres du Conseil européen. En tant que Verts, notre devoir consiste à fournir une évaluation critique des mauvaises décisions politiques et à proposer des alternatives claires. Nous ne devons pas laisser penser que les décisions politiques prises au niveau européen ne souffrent aucune alternative. Si nous ne nous efforçons pas, tous ensemble, de restaurer la confiance perdue en l'Union européenne, nous risquons de voir ces suspicions se transformer en un véritable rejet de l'Union sous sa forme actuelle. En tant que membre du Parlement européen, je considère qu'il est de mon ressort de regagner cette confiance perdue.

Ce ne sera pas chose facile. Pour y parvenir, nous devons être au contact des citoyens, être à l'écoute de leurs préoccupations et défendre leurs doléances. Nous devons veiller à ce que les unités politiques des États membres et régions au sein de l'Europe soient respectées et à ce que les promesses de subsidiarité garanties par les traités européens soient tenues.

2015 – L'année du développement pour l'Europe : l'Europe au cœur d'un monde instable

En tant que membre de la commission de développement du Parlement européen, je me chargerai des politiques de développement et de l'aide aux victimes de catastrophes, mises en œuvre par l'Union européenne. Au total, l'assistance mise à disposition par l'Union européenne et ses États membres représente environ 50 % des dépenses mondiales consenties dans les politiques de développement. En 2012, l'UE a investi plus de 55 milliards d'euros dans l'aide au développement.

Un sommet des Nations-Unies prévu en septembre 2015 devrait donner naissance à un nouvel accord en remplacement des politiques de développement actuelles des Nations-Unies. Avec le « Programme de développement d'après 2015 », les chefs d'État et de gouvernement s'entendront concernant les objectifs et directives d'une politique de développement mondiale. L'accord de Cotonou, qui concerne le commerce et la politique de gouvernement, rassemble 79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique. Il arrivera à expiration en 2020. C'est pendant cette période législative que sera défini le calendrier visant à établir un nouvel accord, ce qui signifie que cette période va être décisive pour la politique de développement de l'UE. Parallèlement, nous sommes actuellement confrontés à une pléthore de crises humanitaires, d'une ampleur que personne n'aurait pu imaginer, à commencer par la crise du virus Ébola en Afrique de l'Ouest et la propagation des conflits armés au Moyen-Orient, en République centrafricaine et au Soudan du Sud.

De mon point de vue, nous devons en priorité améliorer la souveraineté alimentaire et la sécurité alimentaire. Partout dans le monde, l'extrême pauvreté et la famine continuent d'être le lot quotidien de près d'un milliard de personnes. Parmi les personnes touchées, plus de 70 % appartiennent à des communautés rurales et sont des agriculteurs, des employés agricoles ou des paysans sans terre. Même les objectifs de développement ambitieux des Nations-Unies se sont montrés impuissants. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la proportion de gens souffrant de malnutrition est passée de 24 % entre 1992 et 1994 à 14 % entre 2011 et 2013. Cependant, ces chiffres reposent sur un apport calorique journalier de 1800 Kcal, ce qui n'est pas suffisant pour garantir une qualité de vie correcte

à une personne ayant un métier physique. Ces chiffres ne prennent pas non plus en compte les carences nutritionnelles qui accompagnent le manque de variété dans l'alimentation.

L'organisation humanitaire allemande Welthungerhilfe estime que le nombre actuel de gens souffrant de famine et de malnutrition est plus près des 2 milliards. La situation est particulièrement critique dans les pays d'Afrique subsaharienne, où près d'un tiers de la population crie famine. En chiffres absolus, l'Asie présente le plus grand nombre de gens souffrant de famine avec 552 millions de personnes. De plus, la situation risque encore de s'aggraver. En effet, les chiffres actuels ne tiennent pas encore compte des ramifications des dernières crises humanitaires en date, telles que l'épidémie du virus Ébola ou les effroyables conflits armés qui touchent la Syrie et l'Irak. Les catastrophes environnementales liées au changement climatique mondial, y compris les sécheresses extrêmes ou les inondations, détruiront à l'avenir de plus en plus de récoltes, ce qui aggravera encore le problème. Pire encore : la spéculation alimentaire renforce encore les conséquences désastreuses des famines.

Renforcer les structures de l'agriculture à petite échelle au niveau national, européen et mondial

La meilleure manière de garantir la sécurité alimentaire est d'œuvrer en faveur de la stabilisation et de la promotion d'une structure variée des exploitations agricoles familiales dans les pays en voie de développement. L'aide au développement européenne doit renforcer ces structures par le biais de ses politiques de développement et programmes ad hoc plutôt que représenter un fardeau. Le principe fondamental doit consister à produire l'alimentation là où elle est consommée. Il

s'agit là de la seule manière de proposer des produits frais en quantités suffisantes, tout en respectant les traditions et conditions locales. Chaque pays doit avoir le droit de protéger sa propre souveraineté alimentaire. Dans ce domaine, cependant, beaucoup trop d'erreurs ont été commises et bien trop souvent, priorité a été donnée à la monoculture agricole à des fins d'exportation. Nous ne devons pas répéter ces erreurs. La politique agricole et de développement à l'échelle mondiale ne doit pas se faire le complice de ceux qui prônent la mise en place de structures et de monocultures agro-alimentaires dans les pays en voie de développement sous le slogan de « sécurité alimentaire ».

Alors qu'il est nécessaire de donner à la sécurité alimentaire et encore davantage à la souveraineté alimentaire l'importance qui est la leur, cette approche doit également s'appliquer aux autres politiques de l'UE, aux accords commerciaux de l'UE et à la manière dont la Commission européenne s'engage auprès de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) afin de garantir une parfaite cohérence politique. C'est la raison pour laquelle les mesures axées sur la stabilité des prix dans le but de soutenir la sécurité alimentaire ne doivent pas être définies de manière à fausser les échanges. Cela s'applique aussi bien à la constitution de réserves alimentaires qu'à l'opportunité pour les pays en voie de développement de protéger leurs marchés alimentaires internes, en matière de souveraineté alimentaire, de la volatilité des marchés en régulant les volumes et prix des importations. Il s'agit là d'une condition préalable importante pour protéger les agriculteurs du pays du dumping sur les importations et aider à contenir la spéculation sur les denrées alimentaires qui a considérablement aggravé les crises alimentaires ces dernières années.

Autre pierre angulaire de la souveraineté alimentaire : le droit d'accès à la terre, à l'eau et aux semences, ainsi qu'à d'autres aides à la production. Dans de nombreux pays, ce droit est loin d'être une évidence pour les agriculteurs. L'absence de certitude juridique quant aux droits de propriété enregistrés/droits fonciers limite considérablement l'accès par les utilisateurs traditionnels. La pénurie de puits et de points d'eau, ainsi que de semences adaptées aux conditions en présence pose des problèmes supplémentaires aux petits agriculteurs. Le manque d'éducation et de formation, ainsi que l'insuffisance des conseils et études prenant en compte les connaissances locales entravent la mise au point de méthodes de culture adaptées et l'augmentation du rendement. Si vous ajoutez à cela les conséquences de « l'accaparement des terres », qui se définit par un achat systématique de la terre, vous comprendrez que l'ensemble des moyens de subsistance de la population ne sont qu'un pion sur l'échiquier des grands investisseurs.

Impact de la politique commerciale de l'UE sur la souveraineté alimentaire mondiale

L'agriculture européenne orientée vers l'exportation contribue elle aussi à cette situation de par l'élevage intensif qui utilise des terrains supplémentaires dans d'autres parties du monde. Nombreux sont les pays en voie de développement à cultiver des aliments riches en protéines à des fins d'exportation, plutôt que des aliments destinés à nourrir leur propre population. Ces aliments ne sont pas cultivés dans de petites fermes ou exploitations traditionnelles, mais dans de vastes fermes industrielles. La réforme de la PAC n'y a rien changé. Cette politique continue d'exacerber la famine mondiale et contribue à « l'accaparement des terres » et à la déforestation des forêts tropicales.

Cette situation est encore aggravée par la politique commerciale de l'UE qui agit en faveur d'une ouverture des marchés pour les denrées alimentaires et produits agricoles européens. L'industrie agro-alimentaire européenne s'efforce de s'étendre aux marchés des pays en voie de développement avec ses produits laitiers et carnés mais également, de plus en plus, avec des produits transformés tels que les pâtisseries et les soupes en sachet, ce qui exerce une pression supplémentaire sur les coutumes alimentaires traditionnelles et les structures des petites exploitations agricoles. Pourtant, c'est justement dans la préservation de ces petites structures d'exploitations agricoles, souvent organisées en communautés étroitement liées au sein des villages, que réside la garantie pour de nombreux pays en voie de développement de bénéficier d'un approvisionnement stable en denrées alimentaires, adaptées aux besoins régionaux et culturels. En outre, leur préservation empêche la migration rurale, souvent à l'origine de l'accroissement des bidonvilles en périphérie des grandes villes dans les pays en voie de développement.

En particulier dans le cadre des accords commerciaux conclus avec les pays en voie de développement, nous devons inciter à la mise en place de normes sociales et écologiques liées aux produits agricoles. Ces produits qui envahissent à bas prix les marchés européens en raison d'un dumping social et écologique ne devraient plus être autorisés à s'attaquer à une proie si facile. La politique agricole commune, pour sa part, ne devrait pas être autorisée à faire du dumping et ainsi à mettre en danger les petites structures d'exploitations agricoles dans les pays en voie de développement.

La politique agricole commune : tirer parti des opportunités sans jamais oublier l'échéance de 2020

Comme nous l'avons dit plus haut, la politique agricole commune est à l'origine d'énormes problèmes mondiaux lorsqu'elle ne se consacre qu'aux exportations. En Europe, nous devons également poursuivre nos efforts visant à mettre au point un modèle d'agriculture durable, plutôt que de poursuivre sur la voie du « grandir ou mourir » par le biais de la politique agricole commune. Même si les premières fondations ont été posées pour une transformation de l'agriculture dans la nouvelle version de la politique agricole commune, celles-ci sont encore trop fragiles, comme dans le cas des mesures écologiques, ou ne sont que facultatives pour les États membres, comme dans le cas des paiements directs et du développement rural. La réforme de la PAC a indéniablement allégé le fardeau administratif qui pesait sur les petits exploitants agricoles. Mais c'est tout. Il est nécessaire à présent d'adopter une approche intégrée des mesures de développement rural à destination des petits exploitants agricoles, alliant les chaînes alimentaires courtes, le marketing direct et le travail coopératif. Certaines de ces options existent déjà dans les mesures de développement rural, mais les États membres n'en tirent pas pleinement parti. Les changements sont apportés à dose homéopathique.

La stratégie de marché mondial de l'UE n'a pas été remise en question par la réforme. Par conséquent, les marchés vont continuer de se libéraliser. En Europe, les exploitations laitières vont définitivement s'en rendre compte lorsque les quotas laitiers vont être supprimés le 30 mars 2015. Au sein de la commission de développement du Parlement européen, je m'occuperai de l'évolution du marché du lait. Nombreuses sont les exploitations qui tentent de se protéger en augmentant leur

production de lait. Le volume de lait sur le marché ne cesse de croître et plusieurs chutes de prix ont déjà eu lieu depuis le printemps 2014, avant même l'interdiction d'importation de la Russie concernant les produits laitiers. Par conséquent, le marché du lait est sous pression.

Une évolution similaire a été constatée en Suisse, où les quotas laitiers ont été supprimés en 2009. En Suisse, la dérégulation du marché du lait a conduit à une chute des prix et à une plus grande concentration du marché au profit de l'industrie de transformation du lait. Par conséquent, de nombreux exploitants ont dû quitter la production laitière. Le filet de sécurité de l'Union européenne est trop faible pour soutenir une production de lait variée au sein de l'UE. Dans ce contexte, il est important pour moi de me battre pour un alignement de la production de lait sur les données du marché européen.

Pour une agriculture européenne sans OGM

Je compte également me consacrer à une autre tâche, à savoir mettre à jour le cadre législatif lié à l'approbation des plantes génétiquement modifiées. Même si les États membres prévoient d'émettre des interdictions de culture au niveau national, il est à craindre que la formulation des règles de dérogation n'ait aucun caractère légalement contraignant. En cas de doute, les États membres pourraient faire l'objet de poursuites de la part des entreprises de biotechnologie et être traînés devant la Cour européenne de justice. En outre, les plans de simplification des autorisations créent davantage de problèmes qu'ils n'en résolvent. Les semences ne connaissent pas de frontières. Il est illusoire de penser que l'agriculture sans OGM et l'agriculture génétiquement modifiée peuvent cohabiter. L'UE a pour devoir de mettre en œuvre des processus

d'autorisation satisfaisant aussi bien aux exigences des exploitations sans OGM que les exigences en matière de santé et d'environnement. En collaboration avec les collègues du groupe parlementaire Vert, je vais m'opposer fermement à la procédure simplifiée d'autorisations et me prononcer en faveur d'une agriculture sans OGM. À ces fins, nous coopérons étroitement avec des ONG du secteur de l'environnement et de l'agriculture.

En 1997, l'UE a défini officiellement son objectif de faire de la politique agricole commune un modèle agricole européen axé sur une agriculture multifonctionnelle : *« À la fois reconnaître les différents sites, structures d'exploitations agricoles et variations de l'agriculture européenne comme étant égaux et les prendre en compte, mais aussi préserver les effets positifs en matière de variété qui sont associés à une agriculture familiale et/ou réduire les effets négatifs liés aux autres méthodes d'exploitation agricole. »*

Toutefois, la réforme de la PAC n'a pas réussi à atteindre ses objectifs en matière de climat, d'environnement et de petits exploitants agricoles. Néanmoins, ces objectifs demeurent d'actualité et gagnent en importance à la lumière du changement climatique et des problèmes environnementaux, favorisant la pauvreté et l'extension des crises.

Les conclusions du rapport mondial sur l'agriculture commandé par les Nations Unies à ce sujet sont sans appel : *« La routine quotidienne n'est pas une option ! »*. Nous devons découvrir de nouveaux moyens, car seule une agriculture multifonctionnelle accompagnée de toutes ses variations sera en mesure de répondre aux énormes problèmes et défis auxquels nous sommes confrontés. L'une de nos principales missions consiste à assurer à l'humanité entière des denrées alimentaires saines en quantités

suffisantes, dès aujourd'hui et pour les futures générations. Au cours des cinq

années à venir, je vais travailler à ce que nous nous rapprochions de cet objectif.



Maria Heubuch est membre du Parlement européen pour le parti Bündnis 90/Die Grünen (parti Vert allemand). Madame Heubuch se consacre aux questions agricoles après avoir travaillé pour des organisations d'exploitants agricoles. Elle possède sa propre exploitation dans l'Allgäu.

4. Cinq ans et cinq axes pour stimuler la durabilité européenne

Benedek Jávor

Laissez-moi commencer par exprimer toute ma gratitude d'avoir été invité à partager mes opinions et projets dans l'annuaire de GEF (la Fondation Verte Européenne), en tant que nouveau membre Vert du Parlement européen. J'ai conscience d'être l'un des premiers politiciens Verts venant d'Europe centrale et de l'Est à avoir cette opportunité, ce qui me rend encore plus reconnaissant. Je suis nouveau au sein du groupe des Verts, mais j'ai eu de nombreuses occasions de coopérer avec les Verts européens au cours de la dernière décennie en tant que militant d'ONG et plus tard en tant que député hongrois. Fort de cette expérience, je peux affirmer avec certitude que nous sommes animés par les mêmes convictions et défendons les mêmes causes.

De la politique nationale à la politique européenne : différents contextes mais les mêmes objectifs

En 2010, je suis entré en politique, au sens strict, après avoir fréquenté de nombreuses années le monde politique, dans un sens plus large, en tant que militant au sein d'ONG actives dans le cadre du mouvement écologique plus global. Lorsque je suis devenu député, mon credo reposait sur le triple principe de développement durable, de justice sociale et de participation démocratique. Ce credo provenait du constat suivant : l'évolution de mon pays, la Hongrie, ne répondait pas aux règles du développement durable, non seulement d'un point de vue environnemental, mais également au niveau social et en ce qui concernait l'assise morale de la démocratie. Notre société était minée par une injustice insupportable et la démocratie libérale était au bord de la rupture morale.

Cette dernière situation était en partie due à un manque de participation à la vie politique, tandis que l'élite politique traitait des questions qui concernaient tout le monde en se montrant inaccessible, initiée et corrompue.

Depuis, les choses ont bien changé en Hongrie et pour le pire. En particulier, les principes institutionnels de la démocratie libérale, avec ses contrôles et équilibres, ont été largement abandonnés au profit d'un État autoritaire que même le premier ministre désigne par le terme d'« anti-libéral ». Toutefois, je n'ai pas eu à revenir sur mon credo ou ses objectifs implicites. La situation abyssale dans laquelle mon pays se trouve actuellement est due à la crise qui l'a frappé en 2010. Une seule issue et pas la plus simple : promouvoir une société juste, durable et non excluante. Le passage d'une vision politique nationale à un niveau européen peut permettre de bénéficier d'une nouvelle perspective, mais ne change certainement rien aux fondamentaux, à savoir la nécessité pour nous de promouvoir pour l'Europe également le développement durable, la justice sociale, et l'engagement et la participation des citoyens.

En août, alors que mon équipe et moi-même préparions et planifions mon mandat de cinq ans au Parlement européen, nous en sommes venus à la conclusion que les objectifs et motivations qui nous avaient conduits au départ à entrer en politique restaient les mêmes et étaient toujours autant d'actualité. Face à un gouvernement qui tente de restreindre la démocratie et d'abolir le partage des pouvoirs et l'équilibre entre les différentes institutions démocratiques, nous devons insister encore davantage sur les valeurs européennes communes et sur le rôle des institutions européennes qui exercent un contrôle et promulguent des normes sur la base de ces valeurs. Après tout, le système

de valeurs dont nous nous écartons actuellement est celui que 80 % des électeurs ont approuvé lors du référendum sur l'adhésion à l'UE.

Priorité au développement durable

Je crois fort en la coopération politique européenne, tout comme mon équipe et l'alliance de partis politiques que je représente. Pour autant, cela ne signifie pas que j'approuve sans protester tous les mécanismes politiques et pratiques institutionnelles dont je suis témoin au niveau de l'UE. Certes, nous partageons un ensemble crucial de valeurs communes. Mais bien souvent, les États membres rencontrent des difficultés qui leur sont propres et les solutions uniformes qui sont imposées à tous ne font souvent qu'aggraver les problèmes, comme l'a démontré clairement la gestion de la crise grecque. Je tiens à œuvrer en faveur d'une Europe davantage axée sur la cohésion, la transparence et l'accessibilité, mais aussi beaucoup plus verte. Autrement dit, elle doit cesser d'assurer aux générations actuelles un niveau de vie élevé en détruisant les écosystèmes qui nous font tous vivre et au détriment des conditions de vie des générations futures. Cet objectif est plus difficile à atteindre dans les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, qui sont à la traîne en matière de compétitivité et souffrent de graves tensions sociales. Nous devons trouver un moyen de protéger notre héritage naturel tout en stimulant l'économie locale, et de combler l'écart salarial par rapport au reste de l'Europe, tout en maintenant des emplois durables et en réduisant les inégalités sociales. Si l'évolution de ces pays mérite d'être qualifiée de « verte », elle doit être durable dans le sens le plus large du terme : au niveau environnemental, social et économique.

En tant que député européen, mon activité sera axée sur cinq domaines qui, d'après

moi, sont déterminants pour l'avenir de la Hongrie et de l'Europe.

Des politiques environnementales plus ambitieuses à l'échelle européenne

Dans le cadre de la définition de politiques, ma priorité ira à mes attributions au sein de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire (ENVI). La politique environnementale est l'un des domaines dans lesquels les compétences au niveau européen sont les plus importantes et l'effet positif d'une législation harmonisée, le plus déterminant. En outre, ce domaine est cher à mon cœur, du fait de mon passé (de biologiste, d'ancien militant dans le mouvement vert, de maître de conférences sur les questions d'éthique environnementale et d'ancien député national principalement axé sur la politique environnementale). Je serai tenu de prêter une attention particulière à ces questions du fait de ma nomination par le groupe des Verts/ALE à la fonction de premier vice-président de la commission ENVI. Au-delà des problèmes juridiques qui ne manqueront pas de figurer à l'ordre du jour de la commission, j'ai bien l'intention de proposer mes propres initiatives, notamment en ce qui concerne le recours aux technologies à base de cyanure dans l'industrie minière (ou plus généralement les problèmes environnementaux que pose la gestion des déchets miniers) ou la représentation des intérêts des générations futures par un médiateur européen, comparable à une institution nationale du même type qui existait en Hongrie entre 2008 et 2012.

Actuellement, l'UE est le seul territoire économique vaste ayant de réelles chances de prospérité tout en réduisant de manière durable les émissions de gaz à effet de serre liées à l'énergie. Pour y parvenir, cependant, nous devons définir des objectifs plus ambitieux et imposer à tous les mêmes contraintes en matière de climat

au niveau européen, ainsi qu'au niveau des États membres. Ces contraintes doivent s'accompagner de programmes de soutien conditionnel ciblés et de sanctions strictes afin d'éviter que la production industrielle à forte empreinte carbone ne soit simplement externalisée vers d'autres parties du monde. L'issue du sommet climatique de 2015, qui se tiendra à Paris, dépend en grande partie des efforts et de la détermination de l'UE à se montrer équitable, impartiale et innovante en la matière. Les éventuelles avancées engendrées par le sommet dépendront de la capacité de l'Europe à dégager une vision claire et à servir d'exemple au monde.

Sécurité énergétique, énergies renouvelables et pauvreté énergétique

Voilà qui nous amène à mon deuxième sujet de prédilection, à savoir le climat et l'énergie. Mon parcours explique là encore l'intérêt que je porte à ces questions qui constituent également des sujets d'actualité brûlante dans la situation actuelle. Je représente un pays dans lequel aucune autorisation n'a été accordée à un projet de parc éolien depuis 2006. La part d'énergies renouvelables visée par la Hongrie figure parmi les plus médiocres de l'UE, atteignant tout juste 14,6 %. Sur le long terme, le pays entend assurer son approvisionnement en énergie notamment en construisant de nouvelles centrales nucléaires et centrales à charbon, en réintroduisant des formations de mineurs, voire en se lançant dans la production énergétique à base de lignite, sans envisager de changements quant à la proportion d'importation de pétrole et de gaz provenant de Russie. C'est ce qui m'a motivé à devenir rapporteur fictif pour le groupe des Verts, avec pour premier enjeu de constituer le rapport parlementaire sur la stratégie de sécurité énergétique.

Cela me permettra de militer en faveur de la sécurité d'approvisionnement de la

région d'Europe centrale, qui actuellement est la plus dépendante des importations russes, et également de l'augmentation de la part d'énergies renouvelables dans le bouquet énergétique global de l'UE en réponse aux questions de sécurité énergétique. Les intérêts de l'Europe et de la Hongrie en la matière sont strictement identiques : autosuffisance et développement durable, réduction de l'empreinte carbone, fin de la dépendance vis-à-vis des énergies externes, intégration des systèmes énergétiques européens, réseaux intelligents et efficience, et stimulation de l'économie verte par le biais d'une réforme énergétique.

Dans les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est, ces questions s'accompagnent d'un problème plus vaste : la pauvreté énergétique. À cause de la pauvreté, la plupart des programmes existants de modernisation de l'énergie ne parviennent pas au-delà des classes supérieures. Indéniablement, nous avons besoin de programmes ne réclamant pas de contribution de la part des foyers les moins aisés, sachant que l'argent qu'ils seront en mesure d'épargner servira à rembourser leur emprunt. Nous avons également besoin de mettre au point des micro-projets à moindres coûts, tout spécialement destinés aux plus pauvres, et qui leur permettront d'isoler leur habitation et de rentabiliser leur chauffage.

De mon point de vue, le conflit qui oppose la Russie à l'Ukraine pourrait en particulier avoir pour effet de nous pousser à rechercher des issues « immédiates » à la dépendance énergétique, qui sembleraient plus rapides et simples à mettre en œuvre que de compter sur l'efficience énergétique et les énergies renouvelables. Pour beaucoup, le gaz naturel et le gaz de schiste peuvent être des alternatives tentantes. Je compte bien lutter contre ces approches à court terme. Bien sûr, les sources fossiles peuvent être remplacées par d'autres énergies fossiles sur le court

terme, mais nous finirons une nouvelle fois par en manquer et, entre-temps, nous aurons continué d'émettre toujours autant de CO₂. Bien entendu, nous ne pouvons pas nous le permettre.

D'un autre côté, le besoin de combustible nucléaire et les problèmes engendrés par l'élimination des déchets nucléaires ne feront qu'instaurer un nouveau type de dépendance si nous ne réussissons pas à cantonner l'énergie nucléaire à un rôle mineur dans la réforme européenne de l'énergie. Nous devons mettre fin aux subventions accordées à la production d'énergie nucléaire, tant au niveau européen qu'au niveau des États membres. Pour moi, aucun doute : la solution consiste à améliorer l'efficacité énergétique, tout en privilégiant un approvisionnement énergétique exempt de nucléaire et faisant de plus en plus la part belle aux énergies renouvelables. Je dois cependant admettre que sur certains points, une telle alternative aura besoin d'une base intellectuelle plus solide que celle qui est la sienne actuellement. Il est urgent que les politiques œuvrent en faveur d'une telle alternative, mais plus urgent encore, qu'ils consentent les efforts intellectuels nécessaires au préalable, tant scientifiques que techniques et économiques.

Conception d'une stratégie complète de lutte contre la corruption au sein de l'UE

Le troisième domaine, qui représente probablement le plus gros « morceau », est la lutte contre la corruption. Déjà en tant que député national, j'avais remarqué que les gouvernements des États membres ne prêtaient quasiment aucune attention à la réduction de la corruption qui mine l'utilisation des fonds européens, alors qu'ils sont toujours très attachés à empêcher les institutions de l'UE de prendre quelque mesure que ce soit, susceptible d'être efficace, en appelant souvent au principe de subsidiarité.

Que le gouvernement hongrois fasse de même, au regard de son appétit de centralisation insatiable à l'intérieur de ses frontières, est non seulement hypocrite mais également ridicule.

J'ai bombardé l'OLAF d'exemples concrets et documentés de projets, ayant fait l'objet de financements européens indécents, menés par les « amis » du parti au pouvoir. En Hongrie, nous avons établi un record européen en ce qui concerne le coût unitaire de construction d'une autoroute et pouvons également nous targuer de nous être livrés à la reconstruction de voie ferrée la plus coûteuse d'Europe. La construction d'une usine Audi sur un site Natura 2000 est un autre exemple qui illustre les relations complices qui unissent généralement le gouvernement aux industriels. Malheureusement, mes réclamations concernant ces abus n'ont donné aucun résultat substantiel.

D'un autre côté, j'ai bien conscience du fait que l'intégrité des institutions de l'UE n'est pas infaillible non plus. Comme l'a souligné un récent rapport du bureau européen de Transparency International, la réglementation sur le lobbying est peu efficace et incomplète. Il existe d'importants vides juridiques dans les procédures légales. En revanche, certaines institutions européennes (par exemple, l'OLAF ou de l'EFSA, dont la fonction est officiellement de veiller à la sécurité alimentaire, mais qui s'affiche davantage comme la plate-forme de lobbying des grandes entreprises de l'industrie alimentaire) n'ont quasiment aucun compte à rendre et les réglementations quant aux conflits d'intérêt ne suffisent pas à empêcher le phénomène de la « porte à tambour ».

Selon moi, la lutte contre la corruption n'a jusqu'ici pas obtenu la place qu'elle mérite dans la liste des priorités du Parlement européen, ni l'attention qui devrait lui être consacrée par le groupe Vert. Je viens d'un

pays qui illustre parfaitement la « captation de l'État » au sein de l'UE, à savoir étouffé par la corruption (qu'elle concerne les fonds européens ou autres), et j'appartiens au groupe politique représentant une famille de partis, traditionnellement sensible aux questions de transparence, d'équité et de responsabilité dans l'utilisation des ressources publiques. Par conséquent, il me paraît naturel de prendre l'initiative et de proposer un programme complet de lutte contre la corruption au sein de mon propre groupe, et également de créer un intergroupe à ce sujet au sein du parlement. Je souhaite que la lutte contre la corruption figure tout en haut de l'ordre du jour politique européen. Une stratégie européenne de lutte contre la corruption est nécessaire et doit se composer à la fois d'éléments législatifs et institutionnels, ces derniers répondant aux vides juridiques susmentionnés. Cette stratégie doit comporter également une protection des dénonciateurs, cette dernière concernant notamment le statut controversé de l'OLAF en tant que service de la Commission, dans le contexte de la proposition de mise en place d'un parquet européen.

Nous devons également tendre vers l'adoption de certaines normes de base communes concernant le financement des partis politiques et campagnes électorales, ainsi que vers la mise en place d'un instrument financier efficace afin de soutenir le journalisme d'investigation partout en Europe. Ce genre journalistique s'est en effet avéré par le passé indispensable à la révélation de cas de corruption. Or, il est actuellement menacé par le déclin du journalisme traditionnel. En ce sens, je prévois déjà un amendement à la proposition de budget de l'UE pour 2015 afin d'y maintenir la ligne de budget auparavant allouée afin de soutenir un programme de dotation en la matière et qui désormais ne figure plus dans l'ébauche de budget. Jusqu'à présent, le programme n'a pas réussi à se concrétiser en raison de problèmes admi-

nistratifs qui pourraient pourtant selon moi être facilement surmontés avec une véritable volonté politique.

Dans mon pays, je créerai un site Web qui servira de plate-forme sûre et facile d'utilisation pour les dénonciateurs hongrois désireux de faire part de cas de fraude et de corruption dont ils sont témoins en ce qui concerne l'utilisation des fonds de l'UE. En ce qui concerne mes propres activités, j'ai bien l'intention de me montrer transparent quant à mon calendrier. Le public doit savoir qui je rencontre en tant que député européen et les sujets que nous abordons. J'ai l'intention également de consigner l'« empreinte législative » de toute discussion à laquelle je prends part sur la législation concernée par mes rapports.

Encourager des programmes et politiques complets concernant les Roms

Ma liste de priorités comprend un autre point essentiel : créer une politique complète concernant les Roms. De 6 000 à 8 000 Roms vivent actuellement dans mon pays. Pour la plupart, leurs conditions de vie se résument au chômage de longue durée, à l'exclusion, à une extrême pauvreté et aux préjugés, tout en n'ayant accès qu'à des services de santé et services sociaux beaucoup moins avantageux que ceux dont bénéficient la majorité des gens. Quelle que soit leur couleur politique, nos gouvernements précédents n'ont obtenu que des résultats très médiocres lorsqu'il s'est agi d'ouvrir des perspectives d'éducation ou d'emploi aux Roms. Les solutions qui leur sont proposées se limitent à des écoles appliquant une ségrégation et à des travaux publics rémunérés à la moitié du salaire minimum légal. Dans leurs ghettos isolés du reste de la ville ou du village, ils doivent généralement vivre sans eau courante, sans électricité ou tout-à-l'égout, et subir l'animosité des gouvernements

locaux, des groupes paramilitaires d'extrême-droite et des usuriers. À lui seul, ce problème nuirait gravement au développement d'un pays, même si tout le reste fonctionnait correctement.

Nous ne sommes pas les seuls concernés. Cet écueil concerne également les nouveaux États membres de la région, ainsi que dans une moindre mesure, les pays occidentaux dans lesquels il prend la forme d'un problème de migration. D'un autre côté, il est avéré que certains programmes offrent des solutions pour se sortir de la pauvreté et de la désespérance, tout en apaisant les tensions ethniques. Depuis bien longtemps, Gábor Daróczi, que je suis fier de compter parmi les membres de mon équipe, participe à la conception et à la mise à disposition de tels programmes. Actuellement, il s'efforce notamment d'aider les familles Roms vivant dans des zones défavorisées à développer une communauté autonome et un style de vie leur permettant d'être beaucoup moins dépendant qu'auparavant vis-à-vis des grands systèmes, par exemple, pour l'approvisionnement en énergie. Il est aussi de notre devoir, au sein du Parlement européen, de tenter d'apporter un soutien à ces programmes en éliminant les points faibles et en poursuivant notre politique de développement durable.

Les Verts, plus présents que jamais en Europe centrale et en Europe de l'Est

Enfin, je m'efforcerai également de renforcer la présence de la politique des Verts dans les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est. Si les dernières élections du Parlement européen ont donné aux partis Verts de la région l'opportunité d'envoyer des représentants au Parlement européen, ce qui constitue un succès indéniable, les mêmes élections ont ramené le groupe Vert de la quatrième à la sixième place dans le classement des groupes politiques sur la

base de leur poids relatif au Parlement. Ce résultat est décevant étant donné qu'il indique qu'une partie importante de ceux qui sont mécontents de la manière dont les grands partis traditionnels ont géré la récente crise économique, plutôt que de se tourner vers les Verts, ont voté pour les partis extrémistes et éprouvent même parfois un véritable mépris vis-à-vis de la coopération politique européenne dans son ensemble. C'est probablement dans notre région que les Verts ont le plus de chances de résister à cette tendance sur le court terme.

Nous devons viser huit à dix nouveaux sièges Verts à l'occasion des prochaines élections européennes, ce qui ne sera possible que si nous consentons les efforts nécessaires de partage d'expérience pour porter la candidature d'autres Verts dans la région. Il s'agit précisément du type d'assistance que nos prédécesseurs nous ont apportée. Le terme « Vert » devrait peut-être désigner un programme politique légèrement différent en Europe centrale et en Europe de l'Est par rapport aux pays occidentaux, ou davantage mettre l'accent sur certains problèmes.

À la semi-périphérie de l'Europe, nous devons gérer nos propres difficultés socio-économiques et nos traditions démocratiques sont également déficientes en de nombreux points. Les citoyens ne sont que peu engagés et peu se soucient des biens communs, tant naturels qu'environnementaux. Et je ne parle pas, là, de ceux, nombreux, dont la principale préoccupation est de survivre jusqu'au lendemain. Nous devons nous attaquer à ces problèmes en défendant la justice sociale et l'intégration, en inventant et en promouvant des passerelles de participation sociale et en défendant les valeurs de base de la démocratie contre l'immense désillusion qui a suivi la chute des régimes communistes. Ce n'est qu'ainsi que la politique des Verts gagnera en crédibilité.

Cinq ans, cinq axes et cinq missions pour stimuler la durabilité (environnementale, sociale et morale) : tel est le résumé que je ferais de mon programme pour mon mandat à venir. En soi, aucun de ces cinq objectifs ne semble irréaliste. Si nous

parvenons à tous les atteindre, cela signifiera que l'Europe dans son ensemble, et la Hongrie en tant que membre de cette même Europe, ont connu une évolution positive. C'est une bataille qui mérite d'être menée.



Benedek Jávor est un environnementaliste hongrois, membre du Parlement européen pour Párbeszéd Magyarországért (Dialogue pour la Hongrie). Il occupe la fonction de premier vice-président de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire et figure parmi les suppléants de la commission de l'industrie, de la recherche et de l'énergie. Lors des élections générales de 2010, il a remporté un siège à l'assemblée nationale hongroise et a occupé la fonction de responsable de la Commission du développement durable pendant une grande partie de son mandat. En outre, M. Jávor est l'un des membres fondateurs de l'ONG environnementale Védegylet (Protégeons l'avenir !). Il est titulaire d'un doctorat en biologie. Il est l'auteur de divers articles et publications concernant les menaces environnementales, le « virage écologique » et l'avenir de la Terre.

5. Une nouvelle Europe : socialement juste et démocratique

Terry Reintke

Je fais partie de la première génération de jeunes Européens à avoir grandi avec l'Union européenne. Je n'ai jamais connu la guerre, ni vécu dans une dictature et la chute du rideau de fer n'est rien de plus pour moi qu'un souvenir d'enfance.

Mais même si jamais nos aînés n'avaient connu une telle liberté de voyager, d'étudier et de travailler en Europe, notre génération est également celle qui expérimente à présent une grave crise depuis sept longues années. D'aussi longtemps qu'ils se souviennent, jamais nos parents n'avaient connu le taux de chômage des jeunes auquel nous sommes confrontés actuellement. Et nous sommes touchés par cette crise sans avoir eu notre mot à dire dans la création du système qui l'a engendrée.¹

Même si le chômage des jeunes est un mal qui touche l'ensemble de l'Europe et que les vies des jeunes diffèrent d'un pays à l'autre, nous faisons tous face aux mêmes problèmes : le démantèlement du contrat social et de l'État providence, l'incertitude du marché du travail et tous les risques auxquels les travailleurs pauvres sont soumis. La crise nous empêche de mener une vie indépendante et fait planer sur nous l'ombre de l'exclusion sociale.

Le projet de paix en Europe a toujours été et demeure une bonne idée. Mais cela ne suffit plus. Les jeunes ne croient plus qu'ils auront de meilleures vies que leurs parents et n'espèrent plus connaître la prospérité. L'union sociale, qui promettait qu'aucun Européen ne serait laissé pour compte, n'a

jamais vu le jour et, malgré les affirmations contraires, a fait place à l'ordre du jour néolibéral. Bien souvent, la participation et la démocratisation ne sont que des mots utilisés afin de donner une apparence plus acceptable à des décisions de toutes façons déjà entérinées.

Que dire aux retraités grecs, confrontés à d'importantes coupes dans le système social alors même que l'Union européenne prend le risque d'appauvrir encore des groupes déjà vulnérables dans le but de porter secours aux banques ? Comment expliquer aux familles espagnoles qu'elles sont expulsées de chez elles car « Bruxelles » dicte la mise en place de politiques d'austérité unilatérales ? Et ces questions ne se posent pas uniquement dans les pays qui traversent une crise. Certains citoyens en Allemagne se demandent comment l'Europe peut rendre une société plus juste sachant qu'un enfant sur cinq grandit dans la pauvreté, alors que les très riches continuent de s'enrichir. Nous devons nous attaquer à ces déséquilibres et mettre au point des réponses alternatives à l'échelle de l'Europe.

Images déformées des riches et des pauvres

En Allemagne, un jeune sur quatre travaille dans un secteur à bas salaires, d'où l'émergence d'une nouvelle catégorie dans la société allemande : le travailleur pauvre. Considérée pourtant comme un bon élève lors des comparatifs établis entre les politiques sociales au sein de l'UE, la Suède est actuellement confrontée à un taux de chômage des jeunes quatre fois plus important que le taux global. Et pourtant, l'histoire de la crise européenne, telle qu'elle a été écrite, continue de raconter tout autre chose, c'est-à-dire l'histoire de la division nord/

¹ Pour en savoir plus sur la lutte des jeunes contre la crise, voir : www.youthincrisis.eu

sud, avec d'un côté les États membres souffrant de la crise et de l'autre les pays sains, puissants et hautement compétitifs. Cette image est clairement déformée.

Elle repose sur des chiffres que nous ne connaissons que trop bien : les statistiques du chômage, le PIB et les ratios moyens des revenus. Bien sûr, ces chiffres nous donnent un aperçu du fort déséquilibre qui règne entre le nord et le sud de l'Europe, et sur la divergence alarmante qui existe entre les différents développements sociaux-économiques au sein de l'Union européenne. Néanmoins, l'histoire ne s'arrête pas là : nous devons étudier le contexte dans son ensemble afin de comprendre combien une Union européenne plus sociale est nécessaire pour préserver la paix, la démocratie et la compréhension sur le continent.

Besoin de nouvelles visions

Le projet d'Union européenne est loin de toucher à sa fin. Nous en sommes à la moitié du processus de construction et c'est à nous, à présent, de continuer à bâtir l'Union européenne que nous avons en tête. Ces dernières années, le discours qui s'est le plus fait entendre est celui faisant état d'une forte crise, insistant sur les effets négatifs et les inconvénients de l'Union européenne.

Mais tout n'est pas si sombre. Je suis absolument convaincue que nous allons avoir l'opportunité au cours des années à venir de tirer les enseignements de la crise. Un véritablement changement démocratique et social peut se produire. C'est ce qui s'est produit par le passé lorsque l'on s'est battu pour les droits sociaux et pour les droits des femmes. Même le mouvement de remise en cause de la mondialisation a rencontré

le succès. Souvent portés par les jeunes, les mouvements sociaux et populaires appellent au changement. En Espagne, en Italie et en Grèce, des jeunes ont pris l'initiative de faire changer les choses.

Pas de liberté sans égalité, pas d'égalité sans émancipation

Ces dernières années, nous avons été témoins d'un glissement dangereux dans les pays européens, mais également entre les États membres de l'Union européenne : les sociétés deviennent de plus en plus inégales. La pauvreté gagne du terrain alors que le nombre de personnes extrêmement riches progresse également. Les démocraties libérales dont se réclament la plupart des pays d'Europe fonctionnent selon le principe de participation universelle. Elles promettent implicitement aux citoyens qui le souhaitent d'avoir l'opportunité de prendre part au système politique en tant que citoyens libres et égaux.

Toutefois, cette promesse est à présent remise en question, non seulement par des structures discriminatoires à l'égard des femmes, des populations LGBT* (lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres), des migrants ou personnes handicapées, mais de plus en plus par le problème grandissant de la pauvreté et de l'exclusion sociale dans une grande partie des sociétés européennes. Les jeunes sont touchés en premier lieu, de même que les femmes qui sont confrontées aux lourdes conséquences sociales non seulement de la crise elle-même, mais surtout des mesures d'austérité qui ont été prises en réponse à la crise. Celles-ci détruisent les services de l'État providence et certaines opportunités d'emploi, en particulier dans le secteur des services publics.

Pourquoi avons-nous besoin d'une Europe sociale ?

Chaque université enseigne à ses étudiants que le capitalisme et la libéralisation sont inévitables. Et pourtant, la politique de libéralisation et de dérégulation des marchés a entraîné des niveaux de pauvreté de 30 % dans les pays d'Europe du Sud, 50 % de chômage chez les jeunes et un nombre croissant de travailleurs pauvres. Dans la zone euro, l'absence de trésorerie et de budget partagés, ainsi qu'une politique monétaire uniquement axée sur le contrôle de l'inflation et les restrictions des politiques fiscales nationales ont empêché de mettre en œuvre des politiques compensatoires capables de générer des emplois verts et de l'investissement durable pour assurer notre avenir. Ce modèle doit impérativement changer. Pour assurer notre avenir, nous avons besoin d'une Europe démocratique s'appuyant sur la justice sociale et environnementale.

L'Union européenne a besoin que nous reconsidérons entièrement la manière de garantir un certain niveau d'égalité entre les citoyens. Il est crucial pour l'Union européenne qu'elle ne fasse pas seulement office de programme d'action pour les politiques économiques et de concurrence, mais qu'elle mette également au point une politique sociale européenne commune. En matière de politiques sociales et fiscales, nous avons besoin de minima communs afin d'éviter la concurrence déloyale au sein du marché interne européen.

Nous avons besoin d'une garantie sociale. Il peut s'agir d'un revenu minimal garanti ou d'un impôt négatif sur le revenu à destination des bas salaires. Peu importe la forme qu'elle prendra. Nos systèmes sociaux doivent se libérer des structures répressives et s'adapter à la vie des gens. Sans une sécurité de base garantie, la génération actuelle de jeunes, plus

surexploitée et pourtant sous-employée qu'aucune autre avant elle, ne sera pas en mesure de faire valoir ses droits, d'organiser son existence selon ses besoins ou même de profiter dignement de sa jeunesse.

Une Europe sans discrimination

Une Europe plus sociale signifie également une Europe plus ouverte : une Europe dans laquelle chacun est libre de choisir sa vie. Cela comprend également la protection des minorités, l'émancipation des femmes et la possibilité pour les LGBT* de bénéficier des mêmes droits que les autres catégories de la population. Par conséquent, les minorités doivent être fortement représentées plutôt qu'exclues. Nous avons besoin que les femmes soient émancipées, par exemple par le biais de régimes de quotas et enfin, nous avons besoin d'une législation équitable vis-à-vis de la famille, et d'une loi fiscale non discriminatoire pour les LGBT*. En la matière, le principe primordial doit être « Unis dans la diversité ».

Je me battraï au sein du Parlement européen en faveur d'une démocratisation radicale de la société européenne afin de redonner aux populations et en particulier aux jeunes la possibilité de participer à la société. En cela, je partage l'avis de nombreux mouvements et organisations sociaux et démocratiques à travers toute l'Europe. Sans réelle participation des citoyens aux processus démocratiques, l'Union européenne ne pourra jamais concrétiser pleinement sa vision. C'est la raison pour laquelle le Parlement européen, en tant qu'organe de représentation directe du peuple européen, doit être renforcé par rapport aux autres institutions européennes. En ce sens, une première étape urgente consiste à donner l'initiative au Parlement européen. En outre, la Commission européenne doit être démocratisée et gagner en transparence.

Les jeunes doivent avoir leur mot à dire au sein du Parlement européen. Pour le moment, le nombre de jeunes élus ici est quasi-nul. Or, près de 30 % des Européens ont moins de 30 ans. Cette proportion devrait se retrouver dans la représentation parlementaire.

Liberté de mouvement pour tous

L'une des plus grandes victoires remportées par l'Union européenne est la liberté de mouvement en Europe. Même si, pour beaucoup, et en particulier pour les jeunes à faibles revenus, cette liberté demeure théorique, étant donné que voyager coûte cher, cette liberté a néanmoins donné la possibilité à beaucoup d'autres de voyager, d'étudier ou de travailler à l'étranger et leur a permis d'acquérir un sentiment de citoyenneté européenne. Cette liberté fondamentale ne doit pas être entravée par ceux qui souhaitent en exclure certains groupes, tels que les demandeurs d'asile, les Roms ou les citoyens des nouveaux États membres de l'UE.

Beaucoup de jeunes n'ont pas les moyens de profiter de cette liberté de mouvement. Lorsque nous voulons profiter de cette liberté pour travailler ailleurs, nous nous heurtons à la barrière de la langue, à la bureaucratie, ainsi qu'à l'impossibilité de transférer les services et droits sociaux. Cela conforte l'impression selon laquelle l'Europe serait « un projet réservé aux nantis », c'est-à-dire à ceux pouvant se permettre de bouger. Nous devons changer cela en renforçant les programmes du type Erasmus et autres initiatives de mobilité, en particulier à destination des non-diplômés.

Pour y parvenir, la pression doit provenir des mouvements sociaux et des initiatives, mais également des majorités parlementaires. Des changements politiques peuvent s'opérer si la « pression de

la rue » est énorme. Mais il faut pour cela qu'il existe une volonté politique et que les manifestants aient espoir que leur voix soit entendue. Les mouvements nourrissent le débat populaire, mais en sont également nourris. Il est possible de rappeler leurs promesses aux majorités parlementaires en interrogeant vos représentants à tous les niveaux et en vous assurant que les engagements sont tenus. Le changement doit être l'affaire de chacun. Il n'est pas réservé aux gouvernements, aux politiciens, aux leaders étudiants ou à qui que ce soit d'autre. Nous n'attendons pas qu'un héros vienne à la rescousse : nous agissons nous-mêmes.

Dans quelle Europe est-ce que je veux vivre ?

Je veux vivre dans une Union européenne, où les jeunes ont une chance de construire des plans sur le long terme, mais également de profiter des opportunités immédiates, et où la promesse d'une vie meilleure rime avec « maintenant » et pas seulement avec « plus tard ». Je veux vivre dans une Union européenne où le travail paye décemment. Je veux vivre dans une Union européenne où des investissements sont consentis pour assurer notre avenir sans nuire à l'environnement. Je veux vivre dans une Union européenne où les différentes régions se rapprochent de plus en plus. Je veux vivre dans une Union européenne solidaire. Je veux vivre dans une Union européenne où les citoyens participent réellement au processus démocratique. Je veux vivre dans une Union européenne où le droit au logement des citoyens est respecté car l'Europe n'est pas qu'un projet inachevé que nous ne pouvons qu'observer de l'extérieur. L'Europe n'est pas qu'un amas de traités sans fin et de jours de commémoration : nous sommes l'Europe. Telle est la mission que je vais poursuivre au sein du Parlement européen.

En tant que Verts, nous avons pour devoir de militer concernant tous ces points : pour la sécurité sociale de chacun, pour une transformation écologique et pour

davantage de démocratie au niveau européen. Ce n'est qu'à ces conditions que nous pourrions réellement nous positionner en tant que véritable alternative européenne.



Theresa (Terry) Reintke est membre du Parlement européen pour le parti Bündnis 90/Die Grünen (parti Vert allemand). De 2011 à 2013, elle a été co-porte-parole de la Fédération des Jeunes Écologistes Européens, et a travaillé en tant qu'assistante de recherche au Bundestag pour Ulrich Schneider. Mme Reintke a étudié les sciences politiques à Berlin et à Édimbourg.

© Bülent Suat Engüzel

6. Écologisation de l'ordre du jour économique de l'UE en des temps difficiles

Molly Scott Cato

L'ouest du pays passe au Vert

Les 18 mois de campagne qui ont conduit le parti Vert en Angleterre et au Pays de Galles à remporter son premier siège dans le sud-ouest de l'Angleterre ont été émaillés par beaucoup de hauts et de bas. C'est grâce à cet investissement en temps qu'il nous a été possible de remporter un siège Vert au Royaume-Uni malgré les seuils extrêmement élevés auxquels nous sommes confrontés. Les Verts ont remporté 11,2% des voix dans la région, mais cela ne nous garantissait en aucun cas un siège et les autres candidats n'avaient que 5 000 à 6 000 voix d'écart à l'issue des cinq recomptages D'Hondt. Pendant ces 18 mois, j'ai sillonné toute la région à l'exception de Gibraltar, même si, après mon élection, j'ai réussi à y passer une partie de mes vacances d'été après un long voyage dans les terres.

Le sud-ouest est une région riche et variée, qui comprend la magnifique côte de Cornouailles et la côte jurassique qui s'étend entre Devon et Dorset. C'est là également que l'on trouve la biorégion unique de Somerset Levels qui s'est révélée si vulnérable au changement climatique l'hiver dernier. Dans cette région, on ne compte plus les monuments historiques, parmi lesquels les cathédrales d'Exeter, de Gloucester, de Truro et de Bristol, ainsi que le site de Stonehenge, classé au patrimoine mondial. J'ai passé la majeure partie de ma vie dans cette région, qui se caractérise par des paysages d'une beauté époustouflante et des collectivités florissantes. D'où ma grande fierté, aujourd'hui, d'être la première représentante parlementaire élue pour les Verts.

Le sud-ouest a aussi de quoi ravir le cœur d'une économiste écologiste, notamment grâce à des sources d'énergies renouvelables impressionnantes, éoliennes ou houlomotrices, ainsi que la deuxième plus grande amplitude de marée au monde avec la rivière Severn. Elle possède également de riches terres agricoles et une pléthore d'agriculteurs inventifs et de producteurs biologiques, dont bon nombre soutiennent les Verts.

Plusieurs grandes villes d'Angleterre se situent dans le sud-ouest. Tout d'abord, nous avons Bristol. Cette ville portuaire est devenue au fil du temps une communauté multiculturelle qui regroupe quelque 400 000 personnes, dont 20% d'électeurs ayant opté pour le parti des Verts en mai. Le jour-même de l'élection européenne, nous avons vu notre représentation au conseil y faire un bond de 50%. Parmi les autres grandes agglomérations, citons Bournemouth, grande ville côtière et universitaire, vaste bassin d'emploi dans les services financiers, Plymouth, à l'origine ville maritime mais qui devient à présent un centre de conservation marine et d'expertise en énergies marines et Swindon, ville tout d'abord ferroviaire qui tire son épingle du jeu en matière d'emploi depuis Londres le long du grand axe M4 et de la ligne ferroviaire parallèle menant au Pays de Galles.

Même si les villes telles que Bristol et la toute proche Bath constituent la base politique des Verts, le sud-ouest est avant tout une région rurale. Et obtenir de si bons résultats dans ce type de communauté est un signe encourageant pour la politique écologique de notre région. Je suis ravie de penser que l'enthousiasme suscité par le parti Vert dans le sud-ouest de l'Angleterre peut être le signe d'un véritable changement au profit des valeurs écologiques qui doivent servir de base à une société durable.

Mondialisation et aliénation par rapport à la politique

Au Royaume-Uni, à l'occasion des élections européennes, les gros titres ont concerné la vague de soutien dont a bénéficié le Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (UKIP) et le nombre de députés européens qu'il a remportés. Ce parti s'est appuyé sur un constat totalement négatif et par de nombreux aspects inventé, qui joue sur les peurs et les nourrit. Ce parti transmet et encourage un message de désillusion vis-à-vis de la politique, de l'Union européenne et de la société de solidarité et de tolérance que nous avons eu tant de mal à construire ces dernières décennies. Si je n'éprouve que du mépris pour la politique de haine qui sert de fonds de commerce à l'UKIP, je pense néanmoins que nous, les Verts, devons tirer les enseignements de leur succès électoral.

Les électeurs se sentent abandonnés par leurs politiciens qu'ils perçoivent désormais comme ne travaillant que dans leur propre intérêt et dans l'intérêt des grands groupes, plutôt que représentant le peuple qui les a élus. En tant qu'économiste écologiste, je fais valoir depuis des décennies l'idée selon laquelle l'aliénation née de la mondialisation, avec son nivellement par le bas au niveau social et environnemental, et la perte des notions de communauté et d'identité au travail, conduiront au retour de politiques identitaires et nationalistes. Loin d'être surprise, je ne peux tirer de satisfaction en constatant que mes prédictions étaient justes.

Le TTIP (Transatlantic Trade and Investment Partnership – Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement) en est le parfait exemple. Il va menacer la subsistance d'exploitations agricoles dans le sud-ouest, faire baisser la qualité de la production alimentaire à laquelle

nous tenons tant et remettre en question nos conditions de travail. Tout comme la mondialisation dans son ensemble, et le principe de croissance économique par le commerce que l'UE n'a cessé de propager, la progression du commerce va entraîner de nouvelles pertes d'emplois pour de nombreuses personnes qui pourtant travaillaient dur dans ma région étant donné que les grands groupes divisent le monde entre les consommateurs à revenus élevés et les producteurs à faibles revenus afin de pouvoir tirer profit des deux. Étant donné qu'une vaste majorité de députés européens du Royaume-Uni soutiennent ce modèle nocif, je ne peux blâmer les électeurs de ne plus croire en eux. Le parti UKIP semble lui aussi soutenir le TTIP, prouvant qu'il n'est qu'un parti de plus contribuant à défendre la puissance des grands groupes plutôt que d'œuvrer à protéger les droits du peuple.

La « Dream Team » économique des Verts

En tant que professeur d'économie, avant mon élection, j'ai été accueillie dans l'équipe économique du Groupe des Verts et suis devenue membre de la Commission économique (ECON) du Parlement européen. Sven Giegold, Philippe Lamberts et Eva Joly se sont déjà fait une solide réputation en luttant contre les excès des banquiers et en encourageant une véritable compétition plutôt que la concentration des entreprises. Ernest Urtasun, économiste et diplomate de Catalogne, a rejoint l'équipe en même temps que moi, Eva devenant membre suppléant. Nous avons ainsi vraiment pu élargir la portée de notre travail économique, Ernest y ajoutant le point de vue d'un pays sur le fil du rasoir de la crise de la zone euro et moi-même, représentant un pays qui s'est toujours opposé à l'adoption de l'euro en tant que monnaie unique (campagne à laquelle j'ai moi-même participé il y a une dizaine d'années).

Lorsque l'on travaille à l'économie au sein de l'UE, le défi principal consiste à comprendre l'extraordinaire jargon, si peu intuitif, qui abonde dans les documents politiques. Je cherche toujours dans notre ordre du jour la partie liée aux décisions qui concernent les conditions autour des niveaux de dépenses publiques, celles à l'origine des politiques d'austérité destructrices à travers l'Union, de la souffrance humaine et poussant la population à se détourner de l'Union. Toutes ces questions apparaissent probablement à la rubrique « semestre européen ». Je pense par conséquent que ma première mission va consister à remettre en question l'utilisation de la dette pour en extraire la valeur au profit d'une petite minorité, alors même que le chômage explose et que de si nombreuses vies sont détruites. Les règles limitant les emprunts des gouvernements nationaux seront édictées dans quelques années et nous devons remettre en question le consensus destructeur qui consiste à dire que les coupes budgétaires sont la réponse à des économies surendettées.

Plus fondamentalement, nous devons orienter davantage l'ordre du jour vers un avenir écologique durable, qui semble encore bien éloigné lorsque vous lisez les priorités de Jean-Claude Juncker pour son mandat de Président de la commission. L'emploi et la croissance se confondent alors que l'expression souvent répétée de « réforme structurelle » est davantage utilisée comme une arme que comme un concept autour duquel débattre.

Le fait de répéter sans cesse qu'un retour à la croissance est nécessaire démontre qu'il faut du courage pour remettre en question la notion selon laquelle la croissance est profitable à la société. Et il faut également du talent, maintenant que sur ce continent, tant de gens ont des difficultés à simplement mettre à manger sur la table. L'Europe est suffisamment riche pour subvenir aux besoins de chacun mais

la cupidité des élites qui dominent notre économie en termes de propriété et de contrôle empêche un partage équitable. Cela conduit à la fois à des problèmes de surconsommation et de privation. Pour nous, les Verts de la commission ECON, le défi consiste à ce que ce type de sujet trouve sa place dans l'ordre du jour d'institutions et de bureaucrates qui possèdent déjà leur propre ordre du jour, qui ne souffre pas d'ajouts et s'appuie sur une idéologie économique puissante mais malavisée.

Nous devons également présenter de solides propositions pratiques, dans la tradition de la politique des Verts. L'une des plus évidentes consiste à proposer des mesures incitatives pour l'énergie communautaire. Le Danemark et l'Allemagne ont ouvert la voie, mais le Parlement européen devrait tenter d'établir des conditions favorables à une capacité de génération d'énergie communautaire en coopération, tout en poursuivant sa mission indispensable et si urgente de transition vers les énergies renouvelables. J'espère également que lorsque la Banque centrale européenne débutera son propre programme de détente quantitative, ce qui semble à présent inévitable, une partie de l'argent généré sera débloquée par le biais d'obligations d'infrastructure verte afin que la sortie de crise s'effectue en direction du développement durable.

City de Londres ou paradis fiscal offshore ?

En tant qu'économiste britannique, l'un des sujets politiques d'actualité qui m'intéresse le plus est le rôle que joue la City de Londres à l'heure où l'Union bancaire européenne se développe et s'agrandit. George Osborne, chancelier de l'Échiquier au Royaume-Uni, a déjà dépensé des milliers de livres provenant de l'argent du contribuable afin d'aider ses amis de la finance à éviter les réglementations de

l'UE. Nul doute que le Premier ministre David Cameron tentera d'obtenir des dérogations en échange de son acceptation des termes d'une renégociation. J'ai pu poser cette question à Jean-Claude Juncker lorsqu'il a participé à la réunion du Groupe Vert afin de demander son soutien concernant sa candidature à la présidence de la Commission, mais sa réponse ne m'a pas entièrement rassurée.

M. Osborne tente notamment d'éviter la taxe sur les transactions financières. Avec une économie si énorme et si prospère, il est tout simplement honteux que nous évitions une taxe minuscule qui pourrait aider les pauvres du monde entier. Depuis très longtemps, nous traînons des pieds et nous nous opposons ouvertement aux politiques destinées à assainir les secteurs financiers européens. La réticence de M. Osborne à prendre part au mouvement pour des finances plus saines à l'avenir fait davantage passer la Grande-Bretagne pour un gigantesque paradis fiscal, en marge du continent européen, que comme l'une des composantes d'un marché unique.

L'heure a été à l'incrédulité et à la perplexité au sein du Parlement européen lorsqu'il a été annoncé que le portefeuille des services financiers serait confié au commissaire du Royaume-Uni eurosceptique Lord Hill. M. Hill, l'un des directeurs fondateurs de Quiller, lobbyistes qui œuvrent en faveur des intérêts financiers, sera désormais en charge de mettre en œuvre des règles de supervision pour les banques. Il s'agit là d'un cas classique de « braconnier devenu garde-chasse », notamment puisqu'il représente un pays et un gouvernement qui constituent un obstacle important à la réforme des marchés financiers en Europe. Sa nomination représente par conséquent un nouveau

geste en faveur de la City de Londres et ceux qui travaillent dans le secteur financier n'ont pas fini de rire, en attendant de toucher leur prochain gros chèque.

Une période difficile, mais intéressante se profile

Pour un parti pro-UE comme les Verts, la période est sombre en effet. Même si nous formulons beaucoup de critiques et que nous faisons beaucoup de propositions d'améliorations, nous reconnaissons également que l'UE a beaucoup œuvré depuis plus de 60 ans pour protéger notre environnement et pour soutenir les droits des travailleurs, ainsi que pour préserver la paix entre les nations.

Nous ne nous sommes jamais sentis aussi proches de la porte de sortie depuis que nous avons rejoint la CEE en 1973. Mois après mois, l'hostilité vis-à-vis de l'Union européenne n'a cessé de progresser. Les médias du Royaume-Uni se plient au bon vouloir du service de presse de l'UKIP tel un bon toutou qui attend sa friandise. Pouvant compter sur de riches donateurs, l'UKIP a tout le temps de créer des « histoires » aussi bizarres que tendancieuses, tandis que les journalistes manquent de temps ou d'imagination pour suivre les véritables questions de politiques. Visiblement, la structure de propriété des médias en Grande-Bretagne exerce une influence importante ici également, comme en atteste à nouveau l'extrême difficulté à diffuser des nouvelles concernant le TTIP, alors que n'importe quelle information relative au wattage maximal des aspirateurs se répand comme une traînée de poudre. Il est facile de déterminer ce qui aura le plus d'impact sur la vie des citoyens du Royaume-Uni sur le long terme.

En tant que députée européenne récemment élue, je suis plus enthousiasmée que découragée par les défis qui se profilent. Après 25 ans d'engagement politique pendant mon temps libre, je suis enfin devenue une professionnelle de la politique et les incroyables ressources dont un député européen dispose pour financer

son travail sont les bienvenues. Je bénéficie du fort soutien de ceux qui ont voté pour moi dans le sud-ouest et qui sont ravis que leur voix ait un impact. J'espère ne pas les décevoir et être à la hauteur de ce qui les a poussés à mettre une croix sur la ligne du parti Vert en mai.



Molly Scott Cato est membre du Parlement européen pour le parti Vert d'Angleterre et du Pays de Galles (GPEW) et a été élue dans le sud-ouest de l'Angleterre. Avant son élection, elle était professeur d'économie verte, de stratégie et de développement durable à l'Université de Roehampton. Madame Cato représente actuellement le GPEW lors des discussions concernant les questions financières.

7. Expériences et ambitions vertes du dernier arrivé des États membres de l'UE

Davor Škrlec

Les Verts tirent les leçons de la campagne pour les élections européennes

Les premières élections du Parlement européen en Croatie se sont tenues en mai 2013, juste avant l'adhésion de la Croatie à l'Union européenne. Toutefois, les citoyens n'étant que peu au fait du rôle et de l'importance du Parlement européen, ces élections n'ont pas beaucoup mobilisé et seuls 21 % des électeurs ont exercé leur droit de vote.

Dans l'année qui a suivi les premières élections du Parlement européen, la scène politique croate a changé radicalement. À l'automne 2013, le parti ORaH (Développement durable pour la Croatie) a vu le jour avec à sa tête Mirela Holy, membre du Parlement croate et ancienne ministre de la protection de l'environnement. Le parti s'est présenté aux citoyens comme une alternative politique progressive, visant en premier lieu à assurer le développement durable du pays. La crédibilité politique personnelle dont bénéficiait la présidente du parti a constitué dès le départ un véritable atout, reconnu par la population et attesté par les sondages d'opinion réalisés à propos de la popularité des partis politiques dès la naissance de l'ORaH. Lors de la campagne, nous avons tenté de sensibiliser autant de citoyens croates que possible à l'importance de participer aux élections, à l'importance du Parlement européen dans la prise de décisions au sein de l'Union européenne et à l'impact de ces décisions sur le quotidien des citoyens en Croatie.

Rapprocher l'UE des citoyens croates

Le contenu de la campagne devait être livré aux citoyens par le biais d'une communication directe. Nous avons donc organisé des forums publics à l'occasion desquels nous avons présenté les politiques UE communes, mais en les adaptant aux problèmes des communautés locales et régionales afin d'aider les citoyens à mieux comprendre les politiques et leur impact sur leur quotidien. Ainsi, nous avons présenté les bonnes pratiques provenant d'autres États membres de l'UE, dans des domaines essentiels tels que la création d'emplois verts¹, et par conséquent nous avons pu faire la promotion du « New Deal vert » en tant qu'instrument visant à une croissance économique durable et en tant que solution à la situation économique difficile que traverse actuellement la Croatie. Une exposition de photographies itinérante, présentant des panneaux avec des photos et du texte dans des lieux publics tels que des places, a tenté de sensibiliser les citoyens aux concepts d'économie verte, d'emplois verts, de protection de l'environnement et de droits de l'homme. Il s'agissait, tant pour la Croatie que pour l'UE je crois, d'une manière innovante de mener une campagne de façon positive.

Cette campagne visait à présenter de manière positive des solutions alternatives s'appuyant sur le développement durable, plutôt que d'adopter l'attitude négative consistant à dénigrer nos opposants politiques. Elle a du coup été bien accueillie par les citoyens, ce qui nous encourage à réitérer l'expérience de ces expositions cet hiver dans la plupart des grandes villes croates. Nous espérons, par ce moyen informel, familiariser la population au concept de développement durable, ainsi qu'à l'ordre du jour politique, économique et social du parti.

¹ Ainsi, nous avons largement tiré parti de la brochure des Verts/ALE intitulée « Green Jobs: Successes and Opportunities for Europe » (Emplois verts : succès et opportunités pour l'Europe) <http://greennewdeal.eu/jobs-and-society/publications/green-jobs.html>

Mois après mois, la popularité du parti ORaH n'a cessé de croître et, juste avant les élections du Parlement européen, les sondages lui prêtaient 12 % d'intentions de vote. Les résultats finaux des élections (9,42 %) ont permis à l'ORaH de remporter un siège au Parlement européen. Ce succès est d'autant plus remarquable si l'on tient compte du fait que l'ORaH s'est présenté aux élections de manière indépendante, tandis que tous les autres sièges ont échoué à deux grandes listes de coalition.

Cinq jours au Parlement européen

Depuis la création du parti, une communication ouverte s'est instaurée avec le parti Vert européen et il allait sans dire que si un mandat parlementaire était remporté, le représentant de l'ORaH rejoindrait le Groupe des Verts/ALE. Début juin, lorsque je me suis rendu pour la première fois au Parlement suite aux élections, j'ai été agréablement surpris de l'accueil que le groupe des Verts/ALE m'a réservé. La nouvelle du succès de l'ORaH aux élections était parvenue jusqu'à Bruxelles et, grâce à l'enthousiasme des Verts concernant les quatre nouveaux députés européens issus des États membres de l'est et du sud de l'UE et aux conseils amicaux de mes collègues, j'ai pu aborder sous les meilleurs auspices cette période d'introduction, pendant laquelle j'ai été bombardé d'informations.

L'économie circulaire : moteur du changement

Mon travail au Parlement européen consiste à poursuivre l'action dans les domaines qui intéressent l'ORaH en premier lieu. Je me consacrerai en priorité aux domaines dont nous pensons qu'ils peuvent avoir un impact positif sur le développement de l'économie en Croatie et dans l'Union européenne.

En Croatie, le concept de développement durable est souvent considéré comme un synonyme d'écologie. Or, l'écologie est parfois perçue comme étant dirigée contre le développement économique. J'ai choisi les commissions parlementaires dans lesquelles je vais siéger, précisément pour réfuter ces préjugés.

Au sein de la Commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire, mes activités seront axées autour de l'économie circulaire en tant que nouveau modèle économique dérivé de la politique de gestion efficiente des ressources. Outre les matières premières que l'industrie de l'UE utilise pour fabriquer appareils et équipements, l'UE importe également en grande partie les hautes technologies. C'est la raison pour laquelle il est important de mettre au point un système efficace de collecte et de recyclage afin de réduire notre dépendance vis-à-vis des matières premières importées.

D'ici 2030, des systèmes efficaces de gestion des déchets devraient permettre d'atteindre un fort pourcentage de matériaux recyclés. L'adoption de technologies « zéro déchets » devrait définitivement mettre fin aux déversements de déchets. Nous devons également progresser dans le domaine du traitement des déchets thermiques. En lieu et place de l'incinération des déchets, priorité doit être donnée aux nouvelles technologies qui ne génèrent pas d'émissions nocives et permettent de produire des carburants synthétiques.

Énergies renouvelables et efficience énergétique

L'économie circulaire s'articule autour des sources d'énergies renouvelables et de l'efficience énergétique. Pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et atténuer les conséquences du changement climatique, il est impératif et urgent d'agir à l'échelle mondiale. L'Union européenne

doit s'imposer en tant que leader des initiatives politiques et sociales, ainsi que dans le domaine technologique de l'innovation écologique. Actuellement, l'Union européenne importe plus de 50% de ses besoins énergétiques. Statistiquement, chaque citoyen de l'UE consomme 2€ par jour d'énergie importée. Ces importations d'énergies, en particulier de combustibles fossiles, contribuent à financer les économies de certains pays hors UE, dont les gouvernements bien souvent ne respectent pas les droits de l'homme et sont sujets à de graves risques géopolitiques.

La sécurité de l'approvisionnement énergétique est également essentielle à la stabilité de l'Union européenne. En s'appuyant sur une production énergétique axée sur ses propres sources d'énergies renouvelables, ainsi qu'en encourageant la réduction de la consommation énergétique par le biais de mesures d'efficacité énergétique, il sera possible, sur le long terme, de réduire notre dépendance vis-à-vis des importations énergétiques. Le système d'échange de quotas d'émissions joue un rôle essentiel dans la mise en œuvre de politiques de lutte contre le changement climatique. Les moyens financiers dégagés par ce système doivent être réinjectés dans l'économie sous forme d'un soutien à l'innovation écologique et à d'autres secteurs contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Soulignons que l'économie circulaire, qui figure parmi les principaux moteurs du changement, au même titre que les sources d'énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, contribue à la création d'emplois directs et indirects au niveau local. Pour moi, le « paquet sur le climat et l'énergie » pour 2030 est déterminant pour l'économie de l'ensemble de l'UE et je compte bien prôner des objectifs encore plus ambitieux et

contraignants en matière de sources d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique, non seulement au niveau de l'UE mais également dans chacun des États membres.

Sécurité alimentaire et protection des consommateurs

La sécurité alimentaire, dans le sens de la protection des espèces indigènes, de l'interdiction des OGM et de la production d'aliments sains, constitue un élément essentiel au développement durable de l'agriculture. Alors qu'elle possède de vastes terres agricoles non exploitées, la Croatie figure parmi les principaux importateurs de denrées alimentaires. Dans le même temps, les petites exploitations d'agriculture biologique sont sans cesse menacées et poussées à opter pour des formes d'agriculture plus intensives.

C'est la raison pour laquelle, entre autres priorités, j'ai l'intention de militer en faveur de la protection des consommateurs afin que les citoyens bénéficient d'informations fiables et complètes concernant l'origine et la composition des denrées alimentaires. Il est essentiel que les enfants et jeunes adultes prennent l'habitude de manger sainement. Or, cela ne sera possible que par la promotion de moyens de production alimentaire durables.

Écologisation du transport et de la mobilité

Ces vingt dernières années, la Croatie a investi uniquement dans son réseau d'autoroutes. Dans le même temps, le transport ferroviaire a été totalement abandonné. En tant que suppléant à la Commission des transports et du tourisme au Parlement européen, je prônerai l'électrification, le développement et la promotion des voies ferrées européennes.

Je me consacrerai en particulier à la mobilité durable au sein des villes, ainsi qu'au recours à des carburants alternatifs pour le transport. Par exemple, je considère que l'utilisation généralisée des véhicules électriques peut être l'un des vecteurs orientant l'économie vers le développement durable.

La Croatie est une destination touristique, mais également un pays dans lequel on ignore totalement le concept de tourisme durable. Pendant les vacances d'été et d'hiver, le pays connaît un afflux important de touristes locaux et étrangers qui viennent pour la plupart à bord de leur véhicule personnel. L'électrification des voies ferrées pourrait offrir une alternative au transport des véhicules sur de longues distances, ce qui aurait pour double effet de réduire les émissions dues à la circulation et d'améliorer la sécurité routière (diminution des risques d'accidents liés à la fatigue du conducteur). Parallèlement, des activités de promotion devraient encourager les touristes à se rendre en Croatie par le train ou par bateau. Une fois parvenus à destination, ils devraient, pour parfaire le confort de leur séjour, pouvoir disposer, à moindre coût, de véhicules de location hybrides et électriques, ainsi que de vélos.

Activités au niveau national et régional

La commission du développement régional aura pour principale mission d'assurer une meilleure utilisation des fonds de l'UE au profit du développement durable de la région. Partant du principe que nous devrions tous avoir en commun ce cheval de bataille, je m'appuierai sur les exemples de bonnes pratiques provenant d'États membres de l'UE ayant réussi dans

ce domaine et tenterai de les appliquer à ceux ayant de moins bons résultats. Grâce à ce type d'efforts constants, l'Union européenne a davantage de chances de voir ses régions connaître un développement uniforme d'ici à 2050, chacune selon son propre potentiel de ressources économiques et ses propres caractéristiques socio-culturelles.

Pour que l'alternative politique Verte soit mieux représentée et ait un plus fort impact sur la vie politique des États membres de l'est et du sud de l'Europe, je m'associerai à mes collègues de la 8^e législature du Parlement européen afin de mieux informer les citoyens à propos des concepts de développement durable, d'économie circulaire, de sources d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique en tant que moteurs du développement économique et de la création d'emplois. Ces activités doivent viser un objectif mesurable, à savoir l'augmentation du nombre de députés européens dans le groupe des Verts/ALE à la prochaine législature, en particulier dans les États membres d'Europe centrale, et de l'est et du sud de l'Europe. Cet élément est aussi essentiel à la lumière des débats sur la sécurité des sources d'énergie, qui gagnent en importance au niveau géopolitique. Dans le contexte de l'union énergétique européenne, je lutterai contre la construction de nouvelles centrales électriques thermiques au charbon et encouragerai la fermeture de celles qui existent encore dans la région. La région est riche en sources d'énergies renouvelables et il est essentiel d'améliorer la coopération régionale afin de mieux exploiter ce potentiel tout en répondant aux exigences de sécurité de l'approvisionnement énergétique.



Davor Škrlec est membre du Parlement européen pour le parti croate depuis le 1^{er} juillet 2014. Il occupe la fonction de professeur à la Faculté d'ingénierie électrique et d'informatique à l'Université de Zagreb, où il traite de la planification et du fonctionnement des réseaux d'énergie privilégiant les énergies renouvelables et les réseaux intelligents. M. Škrlec est le président de la plate-forme technologique des réseaux intelligents croates, ainsi qu'un expert national des réseaux intelligents. De

janvier à juillet 2012, il a été ministre adjoint de l'environnement et de la nature en Croatie.

8. Qu'en est-il des Verts en Europe du Sud ?

Ernest Urtasun and Laia Ortiz

Les dernières élections européennes en Catalogne et en Espagne se sont déroulées dans un tout autre contexte politique que celui que nous avons connu précédemment en 2004 et en 2009. Les conséquences des crises politiques et économiques, ainsi que leur gestion catastrophique par les élites européennes, ont changé radicalement le regard que les électeurs posent sur l'UE. Le soutien inconditionnel et massif à l'intégration européenne qui régnait en Espagne depuis l'adhésion du pays à l'UE en 1986 a disparu.

On prétend souvent que la raison principale de ce désamour est le fait que « l'Europe » est constamment rendue responsable des différentes politiques mises en œuvre par les gouvernements nationaux. Cette affirmation se vérifie en partie, étant donné que les gouvernements espagnol, portugais ou grec sont bien aussi responsables de ce qui s'est passé que les institutions de l'UE. Néanmoins, il convient de souligner le fait que les décisions prises au niveau de l'UE (tant par le Conseil que par la Commission) ont elles aussi eu un impact sur cette perception. Ce que l'on appelle la « troïka » et les mesures imposées dans le sud de l'Europe (en Espagne, par le biais du protocole signé avec le MEDE dans le but de remettre de l'ordre dans le chaos financier des banques) sont connues de tous et ont constitué des facteurs essentiels lors de la campagne

« Euro-insubordonnés » : un discours des Verts pro-Europe, mais critique

Nous devons avoir conscience que pour beaucoup de citoyens à l'heure actuelle, les décisions européennes sont synonymes

de baisses de salaire, de réformes douloureuses du marché du travail, de coupes dans les soins de santé et les retraites, etc. Les politiques de « dévaluation interne » constituent un facteur essentiel dans la compréhension du contexte politique des dernières élections européennes.

Tenant compte de tout cela, il aurait été suicidaire de la part des partis tels que l'ICV (Iniciativa per Catalunya Verds – le parti Vert catalan) de se présenter comme le candidat qui défend l'Europe, quoi qu'il se passe à Bruxelles. Une telle posture aurait été suicidaire principalement pour deux raisons : tout d'abord, parce que les électeurs progressistes auraient probablement été d'humeur à rejeter un tel choix politique. De plus, parce que défendre « Bruxelles » quoi qu'il en coûte aurait laissé le champ libre à la montée des partis anti-européens.

C'est la raison pour laquelle l'ICV a préféré axer sa campagne en se positionnant en tant qu'« eurocritique » ou qu'« euro-insubordonné ». Il a donc adopté un discours pro-européen rejetant la situation actuelle et la ligne politique suivie par les institutions européennes.

Il est important de comprendre notre choix stratégique. Si nous voulons construire l'avenir de l'Europe, nous ne pouvons pas laisser les anti-européens être les seuls à critiquer la situation en Europe. L'Europe a besoin de trouver un porte-parole qui croit en l'intégration européenne, mais rejette la réalité actuelle.

C'est la raison pour laquelle la dynamique qui agite ces temps-ci le Parlement européen nous inquiète. Si nous laissons l'extrême-droite et les eurosceptiques être la seule voix d'opposition à la situation actuelle de l'UE, nous courrons à la catastrophe. Nous leur fournirions les moyens de continuer à croître au cours des prochaines années. Si les Verts doi-

vent tenir un rôle, celui-ci doit se situer entre les eurosceptiques et la grande coalition majoritaire (parti centre-droit Parti populaire européen, socialistes et démocrates, et libéraux).

Malheureusement, j'ai été le seul Vert à être élu pour figurer au Parlement européen en Europe du sud (avec Florent Marcellesi d'EQUO, qui me rejoindra à mi-mandat). Nous devons impérativement analyser en profondeur ce qui s'est passé, mais en attendant, nous pouvons déjà répondre à une question : les Verts sont-ils perçus comme une alternative de changement en Europe du sud ou sont-ils considérés comme un parti qui fait trop de compromis ?

Lors des réunions du parti Vert européen, nous répétons souvent que les Verts, à l'échelle européenne, constituent une force politique paneuropéenne. Malheureusement, actuellement, ce n'est pas le cas. Pour l'instant, les Verts sont inexistant dans bien trop de pays et il faut se rendre à l'évidence : la plupart des pays où nous n'existons pas sont ceux qui sont les plus gravement touchés par la récession économique.

Verts du nord, Verts du sud

Nous devons nous rendre à l'évidence : le fossé grandissant qui se creuse entre les contextes politiques du sud et du nord de l'Europe constitue une grave difficulté pour les Verts. Dans la plupart des pays d'Europe centrale, d'Europe occidentale et d'Europe du nord (selon moi, la France doit faire l'objet d'une analyse distincte), la récession économique a conduit à une crise constitutionnelle. Le système des partis politiques demeure plus ou moins stable, les indicateurs sociaux témoignent d'une dégradation, mais pas au même niveau que dans le sud, et les gouvernements sont stables.

Ce n'est absolument pas le cas en Espagne, en Italie ou en Grèce, où le cadre politique s'effondre et où le système politique des partis connaît une véritable mutation. Les sociaux-démocrates n'existent plus en Grèce, et le Mouvement 5 étoiles constitue le principal parti d'opposition en Italie, tout comme cela sera le cas de Podemos après les prochaines élections en Espagne. La traditionnelle alternance entre le centre gauche et le centre droit touche à sa fin. Nous allons bientôt pénétrer dans l'inconnu au niveau politique. Dans dix ans, le système de partis qui sera en place dans ces pays n'aura plus rien à voir avec celui que nous connaissons.

Ce qu'il est intéressant de constater pour nous, dans ce nouveau contexte, c'est que les forces progressistes ont renoncé aux politiques de consensus et d'accords. C'est désormais le cas de partis, tels que l'ICV, et nous nous y adaptons progressivement. Historiquement, l'ICV a joué un rôle très concret dans la politique catalane : faire en sorte que les parties les plus radicales de la société catalane trouvent des accords et des compromis avec les majorités de centre gauche. C'est la raison pour laquelle nous siégeons au gouvernement de Barcelone depuis 23 ans. C'est la culture politique qui nous a conduits jusqu'au gouvernement catalan, de 2003 à 2010, où des responsabilités très ardues nous ont été confiées, telles que le ministère de l'Intérieur (premier parti Vert à être en charge de la police).

Cela a également constitué un facteur de convergence avec les autres partis Verts. La volonté politique de concrétiser le changement, d'être utile aux citoyens, de trouver des compromis avec les autres partis ont eu une réelle influence sur les politiques concrètes qui peuvent avoir un impact sur la vie des gens. Nous avons partagé ce point de vue avec de nombreux autres partis Verts. L'ICV, comme

beaucoup d'autres partis Verts, a été un parti de gouvernement.

C'en est fini des politiques de compromis et de coalitions dans le sud

Ce que les Verts d'Europe centrale et d'Europe du nord doivent comprendre, c'est que cette époque est révolue dans le sud. Dans le contexte politique actuel (même si c'est l'avenir qui nous le dira), le temps n'est plus à l'accord et au compromis. Le contexte politique ainsi que l'humeur générale de notre base électorale réclament des propositions allant dans le sens d'un changement radical. Si nous ne parvenons pas à nous adapter à cette nouvelle donne, d'autres occuperont bientôt le terrain. Les Verts doivent faire leur place dans le nouveau paysage des forces émergentes dans le sud, aux côtés de Syriza, du Mouvement 5 étoiles, de Podemos et d'autres. Notre avenir va de pair avec celui de ces partis.

Ce nouveau contexte politique en Espagne et dans d'autres pays va être à l'origine d'importantes divergences parmi les Verts, comme en témoignent les positions diverses au sein du groupe des Verts au Parlement européen concernant la nomination de Jean-Claude Juncker à la tête de la Commission. Les partis Verts d'Europe du nord et d'Europe centrale en sont toujours à faire des compromis, alors que cette ère est révolue pour nous.

À l'avenir, l'un des principaux problèmes pour les Verts en Europe va être la manière de gérer cette question politique fondamentale. En particulier, il va falloir trancher entre poursuivre sur la voie du compromis et des accords au niveau européen, mais sachant que cela empêchera les Verts de croître dans le sud et obligera les partis tels que l'ICV à adopter ouvertement des approches différentes, et modérer cette tendance naturelle chez

les Verts afin d'augmenter les chances des partis Verts dans les pays où ils ne sont que faiblement représentés actuellement. Plus concrètement, il existe deux options : voter pour la Commission de M. Juncker et renoncer à l'existence des Verts dans le sud ou tenter une approche différente.

Il s'agit là d'un dilemme politique crucial, que personne n'est en mesure de résoudre facilement. Nous devons beaucoup dialoguer et gagner la confiance de chacun des membres du parti Vert européen. L'ICV est prêt à s'engager dans un tel exercice. Nous sommes convaincus de pouvoir relever le gant, tout comme nous avons su gérer le défi du manifeste commun pour les élections du Parlement européen sur lequel nous avons collaboré main dans la main.

Traditionnellement, les Verts sont considérés comme un parti en faveur d'un changement radical dans certains domaines tels que la démocratie et la transparence. Notre prochain défi va consister à trouver le moyen de nous positionner comme une alternative de changement radical au sein du processus d'intégration européen.

L'écologie a-t-elle disparu de l'ordre du jour de l'Europe du sud ?

Tout à fait. En tout cas, sous la forme que nous connaissions il y a quelques années. Bien entendu, cela ne signifie pas que les Verts vont devoir abandonner le profil politique qui les définit, mais nous allons devoir adapter la manière dont nous gérons notre profil écologique ces dernières années. Les étendards écologiques, tels que la lutte contre le nucléaire ou le changement climatique, ne figurent pas au programme des débats. Néanmoins, de nouvelles formes de mouvements écologiques ont fait leur apparition dans le sud, liés aux conséquences de la dévaluation interne.

Les politiques de dévaluation interne sont à l'origine de nouvelles préoccupations écologiques : politiques énergétiques ayant un impact sur la pauvreté, privatisation de l'eau, forage pétrolier, etc. Le sud fait face à une nouvelle vague de mouvements sociaux liés aux conséquences des mesures économiques prises pour répondre à la crise. Ces mouvements représentent une opportunité pour les forces politiques écologistes.

Il existe également de nouvelles formes d'agressions territoriales et de la terre, directement liées à la volonté de maximiser l'exploitation des combustibles fossiles, quoi qu'il en coûte, par exemple par le biais de la « fracturation ». Cette nouvelle donne nécessite une réponse politique forte et les Verts sont on ne peut mieux placés dans ce domaine.

Questions économiques

Au cours des prochaines années, les Verts vont avoir pour priorité de montrer qu'ils sont compétents dans les questions économiques. Cela a d'ailleurs déjà occupé une place extrêmement importante dans les débats lors de notre dernière campagne pour les élections du Parlement européen. Jusqu'en 2007, personne ne s'occupait des politiques économiques au sein de notre parti. Nous sommes ravis de constater que les Verts ont commencé à prendre ces questions au sérieux et que nous devenons crédibles dans ces sujets. Les travaux réalisés par Reinhard Bütikofer en matière

de politiques industrielles ou le « prestige » obtenu par Sven Giegold et Philippe Lamberts au sein de la commission économique et monétaire (ECON) du Parlement européen constituent des jalons importants dans la définition d'un discours économique sérieux des Verts pour l'Europe.

Là encore, des divergences importantes concernant les questions économiques fondamentales divisent les Verts. Néanmoins, des progrès ont été accomplis : vote positif des Verts allemands concernant le pacte fiscal au Bundestag (qui met en grande difficulté les Verts du sud) ou encore manifeste commun lors des dernières élections au sein du parti Vert européen. Alors que je m'apprête à rejoindre la commission ECON du Parlement européen, nous comptons sur notre travail au sein de cette équipe parlementaire Verte pour poursuivre ce travail d'unification du discours Vert concernant les questions économiques.

Conclusion

Nous avons identifié un objectif commun pour 2019 : nous voulons devenir la troisième famille politique au niveau européen. Pour ce faire, les Verts doivent être présents partout où ils n'existent pas encore. Nous savons tous que le sud doit être notre priorité. Pour y parvenir, les Verts de Catalogne sont prêts à s'engager dans une stratégie à moyen et à long terme.



Ernest Urtasun est membre du Parlement européen pour le parti Iniciativa per Catalunya-Verds (ICV), parti Vert catalan. Auparavant, il a été le porte-parole de la Fédération des Jeunes Écologistes Européens et a été en charge des relations internationales au sein de l'ICV. M. Urtasun est un économiste et a également travaillé récemment au sein du corps diplomatique espagnol.



Laia Ortiz est la porte-parole de l'ICV et membre du congrès espagnol depuis 2012. Madame Ortiz a étudié les sciences politiques et a auparavant coordonné les Jeunes Écologistes Catalans (Joves d'Esquerra Verda), ainsi que le Groupe de politiques de genre de l'ICV (Dones amb Iniciativa).

9. Des visions vertes, du niveau local au niveau européen

Monika Vana

Les élections 2014 du Parlement européen en Autriche se sont conclues par des résultats très encourageants pour les Verts, étant donné qu'ils ont remporté 14,5% des voix, ce qui représente le meilleur résultat national de l'histoire du parti Vert. Avec le Miljöpartiet de Gröna en Suède et Déi Gréng au Luxembourg, il s'agit là de l'une des meilleures performances des partis Verts en Europe.

Les résultats obtenus par les Verts ont été particulièrement satisfaisants **dans les villes autrichiennes :**

- Près de 21 % des voix pour une deuxième place derrière les sociaux-démocrates dans la capitale, Vienne, ma ville natale (le parti a même occupé la première place dans 10 des 23 arrondissements de la ville).
- Numéro un à Graz, deuxième plus grande ville d'Autriche et capitale de la Styrie (plus de 25%) et à Innsbruck, capitale du Tyrol (près de 26%).
- Numéro un dans les zones urbaines, telles que la vallée du Rhin à Vorarlberg (ouest de l'Autriche).

Selon une étude de l'institut SORA, les Verts sont également devenus le premier parti auprès des jeunes électeurs de moins de 30 ans (avec 26%).

Grâce à ces résultats et au passage de deux à trois sièges de députés européens, je peux à présent poursuivre mes activités écologistes au niveau du Parlement européen.

Au sein de ce parlement, je suis membre de la commission du développement régional (REGI), de la commission des budgets (BUDG) et membre suppléant de la com-

mission de l'emploi et des affaires sociales (EMPL) et de la commission des droits de la femme et de l'égalité entre les genres (FEMM). Ces commissions abordent des questions qui faisaient partie de mes attributions à Vienne, où j'ai été membre de l'Assemblée municipale (Gemeinderat) pendant 13 ans, ainsi qu'au niveau du parti Vert européen, où j'ai siégé à la commission EGP de 2009 à 2012.

J'emporte avec moi à Bruxelles mes visions et valeurs d'une Europe qui privilégierait la solidarité, l'ouverture d'esprit, l'égalité et la diversité, et qui serait façonnée non pas par les sociétés et lobbyistes, mais par le peuple et la société civile.

Ces visions écologistes et l'approche pro-Europe et pro-UE, bien que non exemptes de critiques, ont constitué l'une des principales motivations du vote Vert aux élections du Parlement européen en 2014 en Autriche.

Politique régionale : l'avenir est aux villes !

Dans les villes, l'un des sujets qui a le plus intéressé les électeurs a été la préservation des services publics. Ils s'opposent vivement à la privatisation de l'approvisionnement en eau (idée prônée par le parti libéral en Autriche), des services de santé, des transports publics, etc.

Tenant compte des exigences exprimées par les électeurs, l'une de mes principales missions politiques en tant que membre du Parlement européen sera de **m'opposer au TTIP** (Transatlantic Trade and Investment Partnership – Partenariat transatlantique pour le commerce et l'investissement) et au **TiSA** (Trade in Services Agreement – Accord sur le commerce des services), étant donné que ces accords auraient des conséquences négatives sur la qualité et l'accessibilité des services publics et des droits du travail et droits sociaux.

Une autre de mes attributions consistera à soutenir les propositions allant dans le sens d'une **réforme de la politique régionale et des fonds de l'UE**. L'objectif est d'en déposséder les oligarques et hommes d'affaires proches du pouvoir au profit d'investissements destinés à lutter contre la pauvreté et à répondre aux besoins de la société civile et des PME.

Lors des débats consacrés à la crise financière et à la solidarité internationale, les électeurs qui ont refusé la solution de l'« isolement nationaliste » réclament que l'aide financière à destination des pays très fortement touchés par la crise et les Fonds de cohésion de l'UE ne soient pas adressés aux banques mais transmis d'une manière permettant à « l'homme de la rue » d'en tirer parti. Bien entendu, la situation varie d'un État membre à l'autre, mais prenons un simple exemple : celui de la Hongrie. Les membres d'ONG hongroises que j'ai rencontrés fréquemment m'ont parlé de la corruption, de la fraude fiscale et d'autres scandales, de moins en moins médiatisés par les médias de masse (en grande partie contrôlés par l'État). Ces personnes trouvent que l'UE se montre beaucoup trop passive à ce sujet.

Depuis 2013, l'attribution des fonds de l'UE (env. 24 milliards d'euros pour la Hongrie depuis 2020) est directement contrôlée par le chef du département du Premier ministre. Autrement dit, il va devenir très difficile, voire impossible, d'attribuer des fonds de l'UE à des projets mis au point par des gouvernements locaux, des ONG, des associations ou des petites entreprises qui ne sont pas affiliées au parti conservateur de droite au pouvoir, le parti FIDESZ du Premier ministre Viktor Orbán. Bien entendu, ce problème ne concerne pas uniquement la Hongrie !

L'une des issues possibles consiste à **renforcer les efforts de transparence**. Il est inacceptable que les seuls États membres fournissent des informations concernant les destinataires et l'utilisation conforme d'env. 80 % de l'ensemble des fonds de l'UE. Dans certains cas, cela revient à « lâcher le renard dans le poulailler ». L'une des propositions de réforme consiste à ce que les services de la Commission de l'UE soient mis à contribution. La transparence sera peut-être l'un de nos plus grands défis, connaissant le rôle que jouent les gouvernements corrompus dans certains États membres et leur influence sur les politiques de l'UE et pas seulement au sein du Conseil européen.

Je m'intéresse beaucoup aux **meilleures pratiques**, qu'il s'agisse de projets transfrontaliers de l'UE ou des succès remportés par les Verts au niveau gouvernemental ou municipal. Par conséquent, j'ai pris part à la plupart des réunions des Verts dans les grandes villes et je compte bien continuer à organiser des événements tels que le « Tour de table d'Europe centrale des conseillers Verts locaux » (CERT), qui se tient chaque année à Vienne, qui sont l'occasion de développer son réseau et de partager ses expériences. Le prochain CERT (10^e édition depuis 2005) se tiendra en décembre 2014 et traitera en particulier des propositions de réforme concernant les fonds de l'UE. Y seront conviés des représentants de République tchèque, de Hongrie, de Slovaquie, de Croatie, de Serbie, de Bosnie-Herzégovine, du Monténégro et de Macédoine.¹

C'est justement ma passion pour ce développement de réseaux et pour ces occasions d'apprendre les uns des autres qui m'a poussée à rejoindre l'intergroupe « urbain » et celui sur les services publics dans le Parlement européen. Je veux éga-

1 Pour plus d'informations, voir : <http://greeningthecities.wordpress.com/central-european-round-table/>

lement défendre les intérêts des villes lorsqu'elles s'opposent aux tendances qui vont vers plus de déréglementation et de libéralisation, poursuivant les efforts réalignés aux côtés des sociaux-démocrates à Vienne ces dernières années.

En matière de politique globale aussi bien que régionale, **les intérêts commerciaux ne doivent pas évincer l'écologie**. Ainsi, par exemple, dans le cadre de la stratégie européenne pour le bassin du Danube, l'accent doit être mis sur le développement de l'écosystème Danube plutôt que sur l'expansion de la navigation, position qui a également été mise en avant par l'accord de coalition rouge-vert de la ville de Vienne en novembre 2010.

Égalité des genres : un principe fondamental pour les Verts

Mon parti, Die Grünen Österreich – les Verts autrichiens, a été l'un des pionniers dans la représentation des femmes en politique. Toutes les listes de candidats et tous les organes élus doivent compter au moins 50% de femmes, ce qui, en théorie, pourrait même conduire à établir des listes uniquement constituées de candidates. Cette réglementation a motivé les femmes à prendre des initiatives : actuellement (été 2014), la porte-parole du parti et celle du Groupe parlementaire sont des femmes, de même que cinq des huit membres de gouvernements régionaux et deux des trois députés européens.

J'ai été agréablement surprise lorsqu'après de longues discussions, auxquelles j'ai activement pris part en ma qualité de membre de commission du parti Vert européen (EGP), l'EGP a finalement aboli la « clause de protection des hommes » de 40% et « adopté le modèle autrichien ».

À l'Assemblée municipale de Vienne, j'ai réussi à faire passer une motion visant à accepter l'égalité des genres en tant que

principe fondamental de l'administration publique viennoise, à promouvoir des mesures visant à éviter le phénomène de « travailleurs pauvres » et à rattacher les marchés publics des critères de genre. C'est une cause que je compte bien défendre également au sein du Parlement européen même si, de mon point de vue, l'UE a joué jusqu'à présent un rôle crucial et extrêmement positif dans la politique de genre.

Toutefois, de temps en temps, nous sommes confrontés à des discussions concernant l'égalité de la représentation. Les tensions autour de la composition de la Commission actuelle de l'UE en sont un parfait exemple !

Promouvoir l'Union sociale

Le premier mois de mon mandat au Parlement européen a été synonyme d'une période de travail intensif, aussi bien au sein de la commission des droits de la femme et de l'égalité entre les genres qu'au sein de celle de l'emploi et des affaires sociales. J'ai été désignée pour être rapporteur fictif concernant la directive sur les congés de maternité et j'ai également cosigné la résolution sur l'emploi des jeunes. Ces deux sujets sont de la plus haute importance dans l'ordre du jour politique des Verts.

La directive sur les congés de maternité constitue un facteur clé dans le développement des politiques sociales, qu'il s'agisse du droit du travail européen concernant les femmes enceintes au travail, des minimas européens relatifs aux congés parentaux ou de la mise en place du congé de paternité. Par conséquent, je trouve déconcertant que la Commission européenne ait décidé de retirer la directive. Nous avons besoin d'une Europe sociale s'appuyant sur des normes sociales minimales pour chacun, par exemple, salaire minimum, temps de travail minimum et accès aux services sociaux.

L'emploi des jeunes : une priorité pour les Verts

Pendant la campagne électorale, la lutte contre le chômage des jeunes figurait à l'ordre du jour de quasiment tous les partis. Malheureusement, il semble que ce n'était que des paroles en l'air, leur programme ne comptant aucune mesure concrète et détaillée concernant la manière de s'attaquer au désastreux problème structurel du chômage des jeunes. En revanche, les Verts luttent activement pour que le droit des jeunes au travail rémunéré et à la sécurité sociale soit protégé et garanti. De ce fait, les Verts ont présenté la résolution pour la jeunesse qui vise à rendre obligatoire la lutte contre le chômage des jeunes.

Personnellement, je suggère d'exclure les investissements visant à soutenir le marché du travail et le système social de la procédure de déficit excessif. Pour que les garanties pour la jeunesse fonctionnent, à l'image du dispositif mis en œuvre en Autriche par exemple, nous devons mettre en place des stratégies efficaces de surveillance et de contrôle concernant les recommandations propres au pays afin de veiller à ce que les États membres les prennent au sérieux et également de proposer un meilleur soutien aux pays qui tentent d'obtenir un financement de la part du Fonds social européen.

Nous faisons face à d'autres problèmes, à savoir la précarisation des conditions de travail et l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, chez les jeunes. En réalité, la majorité des jeunes n'obtiennent que des emplois mal payés. Le constat est encore pire lorsqu'il s'agit des jeunes femmes. La discrimination salariale débute dès leur arrivée sur le marché du travail. Cette forme de discrimination n'a pas seulement un impact négatif sur l'avenir des femmes, mais également sur la cohésion économique et sociale en Europe. Il s'agit d'une situa-

tion alarmante qui réclame d'être réglée aussi vite que possible. La seule solution réaliste consiste à mettre fin aux coupes discriminantes et non équitables, tout en soutenant les investissements consentis dans la création d'emplois et la sécurité sociale. La Commission doit également faire des propositions concernant un régime d'assurance contre le chômage pour l'UE. L'Europe doit changer et s'attaquer à ses grandes difficultés, telles que l'emploi des jeunes, la nécessité d'établir des conditions d'emploi justes et équitables et le changement de climat qui menace. Chez les Verts/ALE, nous sommes convaincus que ces défis peuvent également s'accompagner d'opportunités et que des synergies peuvent naître de la lutte contre ces difficultés. Par conséquent, nous avons mis au point le « New Deal vert ».

Des emplois verts aux conditions décentes !

Le « New Deal vert » fournit une réponse complète aux crises économiques, sociales et environnementales actuelles. Il ne s'agit pas d'une simple politique écologique de plus, mais plutôt d'un plan visant à repenser totalement les priorités, de la manière dont nous vivons et travaillons à ce que nous chérissons le plus : l'opportunité de réconcilier nos styles de vie, à savoir la manière dont nous vivons, produisons et consommons, avec les limites physiques de notre planète.

Le « New Deal vert » est en effet un concept unique. Même si les débats s'articulent en priorité autour des aspects techniques et environnementaux, je tiens à souligner que les emplois verts doivent être proposés avec des conditions décentes, tant d'un point de vue qualitatif que social. Il est de la plus haute importance de mettre en avant la composante sociale et celle du marché du travail dans ce contexte.

Ce « New Deal vert » comprend notamment un programme d'investissement gigantesque à destination des projets d'énergies propres, de la mobilité, de la recherche et de l'éducation. Le « New Deal vert » n'est pas un vœu pieux : certains de ces projets ont déjà été appliqués et fonctionnent. Mon collègue Vert autrichien Rudi Anschober, Secrétaire à l'environnement du gouvernement de Haute-Autriche a déjà fait la démonstration de la manière dont cela pourrait fonctionner. Les investissements dans les énergies renouvelables et les emplois verts ont non seulement stimulé l'économie, mais ont aussi fait de la Haute-Autriche un acteur clé en matière de technologies des énergies renouvelables. Ils ont créé également

une pléthore d'emplois durables de haute qualité qui auront aussi un impact positif sur le marché du travail du pays.

Mes perspectives en tant que député européen, nouvellement élue

En tant que député européen, mon objectif est d'œuvrer en faveur d'une Union européenne plus écologique, plus sociale et plus démocratique, dans laquelle les lobbies commerciaux seront moins puissants, l'écart entre les riches et les pauvres moins important. Dans cette Europe, la solidarité devra être une valeur fondamentale et les nationalistes d'extrême-droite seront marginalisés. Ensemble, écologisons l'Europe.



Monika Vana est membre du Parlement européen pour le parti Die Grünen en Autriche. De 2010 à 2014, elle a été membre du gouvernement d'État de Vienne et a travaillé aux questions du genre et du marché du travail.





Actuellement, l'Union européenne est à la croisée des chemins. Pour s'engager sur la voie de la durabilité et de la prospérité, il va falloir de l'enthousiasme, du dévouement et une vision claire. Cet ensemble d'articles s'attarde sur les ambitions, les attentes et les plans des membres verts nouvellement élus au sein du Parlement européen et souligne les différents aspects de la transformation verte à laquelle ils vont s'atteler au cours des cinq prochaines années. Leurs contributions décrivent les principaux enjeux des années à venir au sujet par exemple de l'écologisation de l'économie, de la transformation de la politique énergétique, de la mise en place d'une UE démocratique, de l'élaboration d'une politique de migration reposant sur les droits de l'homme et du positionnement de l'UE en tant qu'acteur mondial puissant et équitable dans les secteurs du commerce, de l'agriculture et des affaires étrangères notamment. La « Green Class » de 2014 va s'efforcer de raviver la promesse d'une Union européenne garantissant les droits fondamentaux, ainsi que le bien-être social, économique et environnemental du continent. Découvrez plus en détail ces plans, discutez de ces idées et agissez pour donner vie à ces projets !



**GREEN EUROPEAN
FOUNDATION**

1 Rue du Fort Elisabeth, 1463 Luxembourg

Bureau de Bruxelles:

T +32 (2) 234 65 70 F +32 (2) 234 65 79

info@gef.eu www.gef.eu

